

EXPLORATION D'HYDROCARBURES EN MER

# POSSIBILITÉ DE LANCER DES PROJETS EN 2025 OU 2026

P.16

## LE MEDIATEUR MAGHREBIN

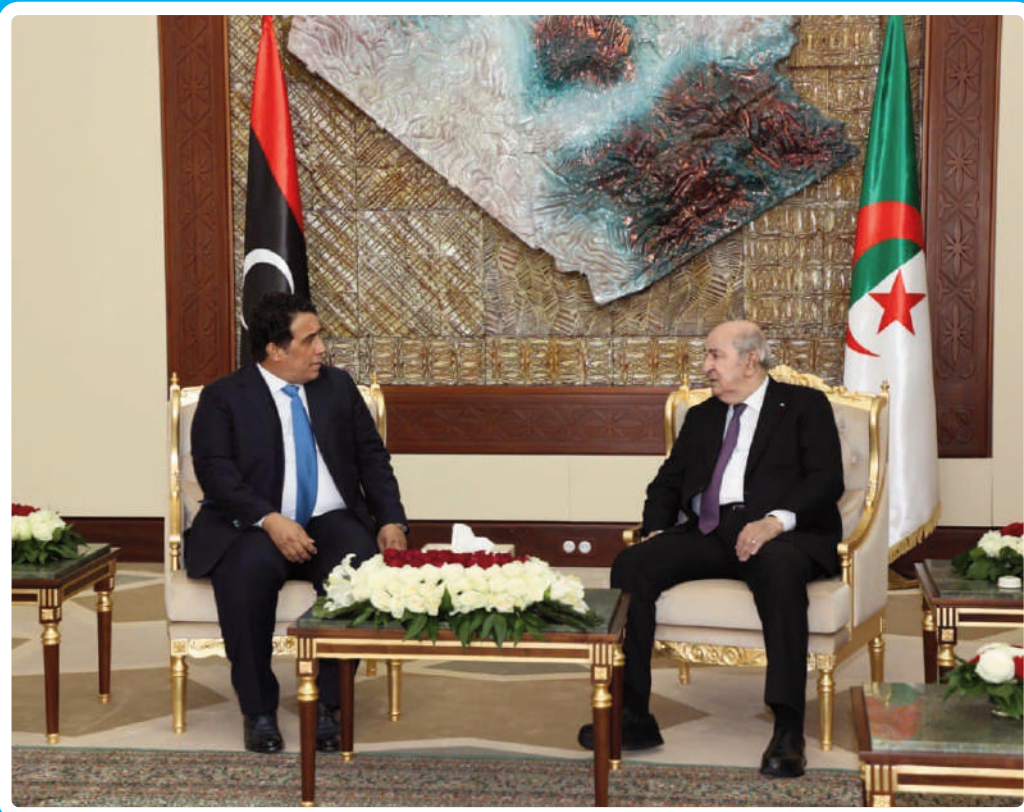
Quotidien national d'information

Jeudi 17 octobre 2024 - N°: 232 - Prix:10 DA



P.9

VISITE OFFICIELLE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL PRÉSIDENTIEL LIBYEN EN ALGÉRIE



## Tebboune s'entretient en tête à tête avec Younes El-Menfi

Le président du Conseil présidentiel libyen a effectué hier en visite officielle en Algérie et reçu par le président de la République Abdelmadjid Tebboune. Le chef de l'Etat s'est entretenu, en tête à tête, avec le responsable libyen.

Lire en page 3

EN VISITE OFFICIELLE EN MAURITANIE

## Saïd Chanegriha reçu par le président El Ghezouani

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) a été reçu, mardi dernier à Nouakchott, au premier jour de sa visite officielle en Mauritanie, par le président mauritanien, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghezouani, à qui il a remis une lettre du président de la République, M.



P.2

EXPOSITION DES PRODUITS ALGÉRIENS À DOHA DU 22 AU 26 OCTOBRE PLUS DE 150 ENTREPRISES NATIONALES Y PRENNENT PART

P.2

LIGUE 1 MOBILIS (5E JOURNÉE) FAVORABLE AU LEADER, DERBY INDÉCIS À ALGER

P.12

## La présidente de l'Inde achève sa visite d'Etat en Algérie



P.3

EN VISITE OFFICIELLE EN MAURITANIE

# Saïd Chanegriha reçu par le président El Ghezouani

**Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) a été reçu, mardi dernier à Nouakchott, au premier jour de sa visite officielle en Mauritanie, par le président mauritanien, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghezouani, à qui il a remis une lettre du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).**

Lors du premier jour de sa visite officielle en République islamique de Mauritanie, et sur invitation de son homologue mauritanien, le Général de Corps d'Armée El Mokhtar Bolle Chaabane, Chef d'Etat-Major Général des Armées de la Mauritanie, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'ANP a été reçu ce mardi 15 octobre 2024, par son Excellence le président de la République islamique de Mauritanie, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghezouani", précise le communiqué. En cette occasion, le Général d'Armée "a exprimé sa profonde gratitude pour l'accueil chaleureux qui lui a été réservé par son Excellence le président de la République islamique de Mauritanie, avant de lui remettre une lettre de son frère Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, dans laquelle il lui a transmis ses salutations et ses félicitations, suite à sa réélection pour un nouveau mandat à la tête de la République islamique de Mauritanie", ajoute la même source. Le Général d'Armée a en outre, "salué les liens fraternels qui unissent les deux peuples affirmant que l'avenir recèle davantage d'opportunités pour approfondir les relations bilatérales entre les deux pays frères", ajoute le communiqué.



FRONTIÈRES AVEC LE MAROC

## Des tentatives d'introduction de 5 quintaux de kif traité déjouées



Des tentatives d'introduction de 5 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec et 46 narcotrafiquants ont été interceptés lors d'opérations distinctes menées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP) durant la période du 9 au 15 octobre, a indiqué hier un bilan opérationnel de l'ANP. "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 9 au 15 octobre 2024, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", souligne la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières, des

détachements de l'ANP "ont arrêté 9 éléments de soutien aux groupes terroristes dans différentes opérations", précise le communiqué. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays", des détachements combinés de l'ANP "ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions Militaires, 46 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 5 quintaux de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, et saisi 32804 comprimés psychotropes". A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah, In Guezzam et Djanet, des détachements de l'ANP "ont arrêté 117 individus et saisi 33 véhicules, 102 groupes électrogènes, 63 marteaux piqueurs, 5 détecteurs de métaux, ainsi que des quantités

de mélange d'or brut et de pierres, d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite". De même, "20 autres individus ont été arrêtés et 8 fusils de chasse, 3 pistolets automatiques, 70038 litres de carburants, ainsi que 105 quintaux de tabac et 41,07 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes à travers le territoire national", note la même source. D'autre part, les Garde-côtes "ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 165 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 652 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", conclut le communiqué.

EXPOSITION DES PRODUITS ALGÉRIENS À DOHA DU 22 AU 26 OCTOBRE

## Plus de 150 entreprises nationales y prennent part

Plus de 150 entreprises nationales publiques et privées participeront à l'Exposition des produits algériens prévue du 22 au 26 octobre à Doha (Qatar). Ces entreprises représentent différents domaines d'activité économique et commerciale, dont les industries agroalimentaires, manufacturières, pharmaceutiques, mécaniques et électroménagers, ainsi que le Bâtiment et les travaux publics (BTP). Des espaces de vente seront réservés lors de cette manifestation économique qu'abritera le Centre des expositions et des conférences de Doha (DECC). Cette première édition de l'Exposition des produits algériens s'inscrit dans le cadre de la politique de diversification économique adoptée par le gouvernement algérien consistant à encourager les exportations hors

hydrocarbures et à faire la promotion des produits algériens à l'étranger. Il est prévu, en marge de l'Exposition, la tenue d'un Forum économique algéro-qatarie le 23 octobre, qui verra la participation de 200 opérateurs économiques avec pour objectif d'explorer les voies de renforcement de la coopération économique et des échanges commerciaux entre l'Algérie et le Qatar, pays frère, d'encourager l'investissement mais aussi d'appuyer les opportunités de partenariat entre les entreprises et les hommes d'affaires des deux pays dans divers secteurs. Elle sera, également, ponctuée d'interventions et d'exposés sur le climat des affaires en Algérie et les opportunités d'exportation disponibles dans le cadre de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLE-CAF), et de plusieurs rencontres B2B

entre les opérateurs économiques et les hommes d'affaires des deux pays. Les manifestations de cet événement économique majeur seront organisées par la Société algérienne des foires et expositions (SAFEX), sous l'égide du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, et avec la participation du Conseil du renouveau économique algérien (CREA) et de la Chambre algérienne du commerce et d'Industrie (CACI). Cette exposition est organisée en étroite coordination avec l'ambassade d'Algérie au Qatar ainsi que la Chambre de commerce et d'industrie du Qatar, et l'Association des hommes d'affaires qataris, et en contact permanent avec le ministère qatari du Commerce et de l'Industrie, Qatar Tourism et l'ensemble des établissements qataris concernés.

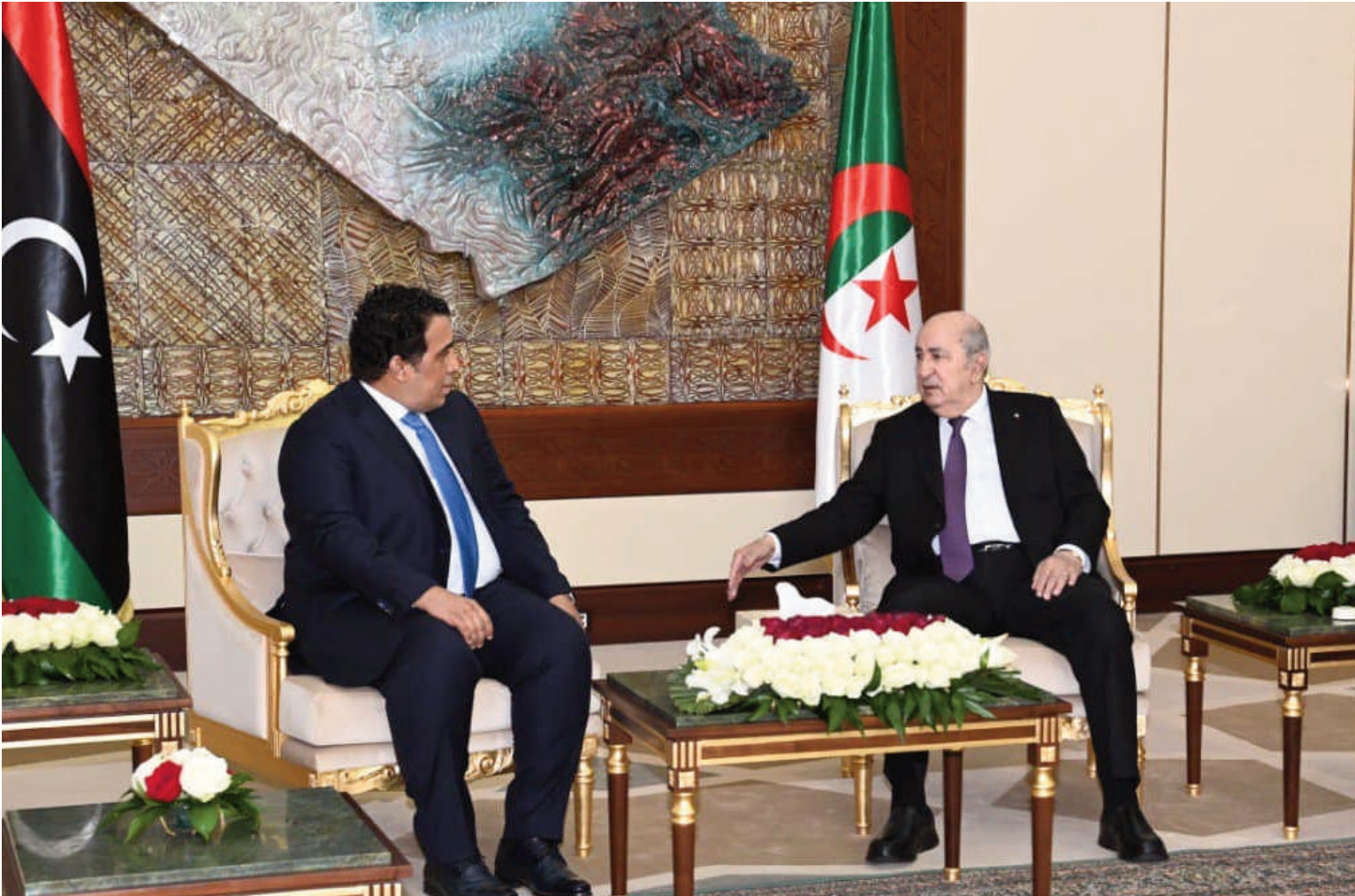
## Forum panafricain de la jeunesse Hidaoui préside l'installation du Comité local d'organisation

Le président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a présidé, hier, à Alger, l'installation du Comité local d'organisation du Forum panafricain de la jeunesse - édition 2024 - qui se tiendra du 1 au 4 novembre prochain dans la ville d'Oran, sous le slogan "Eduquer une Afrique adaptée au 21e siècle : construire des systèmes éducatifs résilients pour un accès accru à un apprentissage inclusif, tout au long de la vie, de qualité et pertinent en Afrique". L'organisation de ce Forum, qui verra la participation de près de 500 jeunes représentant 50 pays africains, intervient dans le cadre de la célébration de la Journée africaine de la jeunesse, le 1er novembre prochain, coïncidant avec les festivités marquant le 70e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération. Organisée par l'Union africaine (UA), cet événement de la jeunesse africaine est "l'occasion de renforcer le rôle de la diplomatie de la jeunesse en Afrique", a affirmé M. Hidaoui, soulignant que l'Algérie "avait présenté son dossier de candidature pour abriter cet événement, constitué avec la participation des différents secteurs concernés par les jeunes". Et d'ajouter que le dossier de l'Algérie "avait été choisi par l'UA, parmi plusieurs autres dossiers", affirmant que "toutes les mesures ont été prises pour assurer le succès de cet événement africain".

**VISITE OFFICIELLE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL PRÉSIDENTIEL LIBYEN EN ALGÉRIE**

# Tebboune s'entretient en tête à tête avec Younes El-Menfi

Le président du Conseil présidentiel libyen a effectué hier en visite officielle en Algérie et reçu par le président de la République Abdelmadjid Tebboune. Le chef de l'Etat s'est entretenu, en tête à tête, avec le responsable libyen.

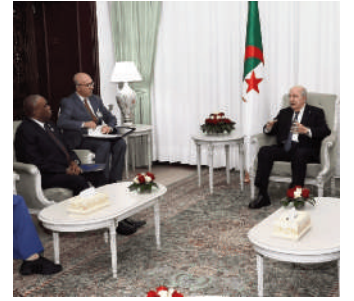


Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, reçoit aujourd'hui, son frère, Younes El-Menfi, président du Conseil présidentiel libyen, qui effectue une visite officielle en Algérie", lit-on dans le communiqué.

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réservé au siège de la Présidence de la République, un accueil officiel au

président du Conseil présidentiel libyen, M. Younes El-Menfi. Les deux Présidents ont écouté les hymnes nationaux des deux pays et passé en revue des détachements des différentes forces de l'Armée nationale populaire (ANP) qui leur ont rendu les honneurs. M. Tebboune, s'est entretenu, en tête à tête, avec le président du Conseil présidentiel libyen, M. Younes El Menfi.

M. Younes El-Menfi était arrivé hier matin à Alger dans le cadre d'une visite officielle. Il a été accueilli à son arrivée à l'Aéroport international Houari-Boumediene d'Alger par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, et le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf.

**R. N.**
**Le chef de l'Etat reçoit le président de l'Afreximbank**


Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, au siège de la présidence de la République, le président de la Banque africaine d'Import-Export "Afreximbank", Benedict Oramah, indique un communiqué de la présidence de la République. Ont assisté à cette rencontre, le directeur de Cabinet à la Présidence de la République, le ministre des Finances et le directeur de la Banque d'Algérie, précise la même source.

**R. N.**
**Session parlementaire de l'APN**
**La Commission des Affaires étrangères arrête son ordre du jour**

La Commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté nationale à l'étranger de l'Assemblée populaire nationale (APN), s'est réunie, hier, pour arrêter son ordre du jour pour la session parlementaire actuelle, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement. Le président de la Commission, Mohamed Khouane, a présenté, lors de cette réunion, "un projet de programme de travail, en vertu duquel le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger sera invité à présenter un exposé sur la politique extérieure du pays", outre "l'organisation de séances d'audition des directeurs généraux des affaires consulaires, des libertés publiques et des affaires juridiques au ministère de l'Intérieur, de la police aux frontières, de l'Entreprise nationale de transport maritime des voyageurs (ENTMV), de la compagnie nationale Air Algérie, de la Banque d'Algérie et du directeur des relations extérieures à l'APN", a précisé la même source. Dans le même contexte, il sera question d'organiser des séances d'audition des ministres de certaines secteurs, à l'instar du Tourisme, des Affaires religieuses et des wakfs, de la Culture et de l'Education nationale", outre "l'organisation de journées parlementaires en coordination avec la communauté nationale à l'étranger". Pour leur part, "les députés se sont félicités du programme de travail proposé, affirmant leur attachement à l'enrichir davantage, notamment concernant la relance des activités des groupes parlementaires d'amitié et l'organisation de journées de formation sur la diplomatie parlementaire et la diplomatie religieuse, en coordination avec les instituts relevant du ministère des Affaires étrangères, ainsi que l'invitation de diplomates expérimentés pour bénéficier de leurs expériences", selon la même source.

**APS**
**MARQUÉE PAR UNE VOLONTÉ DE RENFORCER DAVANTAGE LA COOPÉRATION BILATÉRALE**

## La présidente de l'Inde achève sa visite d'Etat en Algérie

La présidente de la République de l'Inde, Mme Droupadi Murmu, a achevé, hier, une visite d'Etat de quatre jours en Algérie, marquée par une volonté commune de renforcer davantage la coopération bilatérale et les échanges entre les deux pays. Au cours de cette visite, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a eu, au siège de la Présidence de la République, des entretiens en tête à tête avec son homologue de la République de l'Inde, lesquels ont été élargis aux membres des délégations des deux pays. Dans un point de presse conjoint à l'issue de ces entretiens, le président de la République s'est félicité des "relations historiques" entre l'Algérie et l'Inde, soulignant que les deux parties sont convenues de "promouvoir les domaines d'investissement et les échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Inde, de même qu'il sera procédé à la préparation de la prochaine session de la commission mixte de coopération et de consultation politique ainsi que des rencontres d'hommes d'affaires au service des efforts de renforcement des relations bilatérales". Il a relevé également, sur le plan international, "une convergence de vues" entre les deux pays qui sont convenus de "poursuivre les efforts pour la paix et la stabilité". Pour sa part, la présidente de la République de l'Inde, a affirmé que l'Algérie et l'Inde sont déterminées à "hisser leurs relations bilatérales à un niveau très élevé", en mettant l'accent sur l'investissement, saluant par la même occasion, l'engagement du président, M. Abdelmadjid Tebboune, à promouvoir la coopération aux plans bilatéral et multilatéral. Au cours de sa visite, Mme Droupadi Murmu s'est rendue au pôle scientifique et technologique "Chahid Abdelhafid-Ihaddaden" à Sidi Abdallah (Alger), où le ministre de



l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, lui a remis le titre de Docteur Honoris causa que lui a décerné le Président de la République pour ses efforts au service de la science et du savoir. Elle a également visité les sites archéologiques dans la wilaya de Tipasa et le jardin d'essais d'El Hamma à Alger. D'autre part, Mme Droupadi Murmu a coprésidé avec le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, les travaux du Forum économique algéro-indien qui a réuni plus de 300 hommes d'affaires et opérateurs économiques des deux pays, représentant plusieurs secteurs et domaines économiques et d'investissement. La présidente indienne a affirmé, lors de ce forum, que la croissance accélérée de l'économie algérienne au cours

de ces dernières années constituait une opportunité pour développer le partenariat économique entre les deux pays et amorcer "une nouvelle ère" de coopération bilatérale dans différents domaines. Après avoir salué les réformes initiées par l'Algérie dans divers domaines économiques et d'investissement, Mme Murmu a indiqué que l'Inde "est un partenaire de développement solide pour l'Algérie", soulignant que les opportunités d'investissement restent ouvertes dans plusieurs secteurs tels que l'énergie, les engrais, l'industrie pharmaceutique et les énergies renouvelables. Les travaux de ce forum ont été clôturés par un accord sur l'établissement de relations d'affaires et de partenariats fructueux et mutuellement bénéfiques.

**APS**

## CONSULTER UN PSYCHOLOGUE

# Pourquoi prendre soin de sa santé mentale est un tabou ?

*Aller chez le psychologue devrait être aussi normal que rendre visite à un dentiste pour une douleur dentaire. Pourtant, en Algérie, l'idée de consulter un psychologue demeure marginale et souvent entourée de stigmatisation. Beaucoup de citoyens hésitent à franchir le pas, non pas par manque de besoin, mais par peur du jugement social, associant encore trop souvent la consultation en santé mentale à une forme de « folie ».*

Dans un contexte où les pressions sociales, économiques et familiales pèsent de plus en plus lourd, prendre soin de sa santé mentale devrait devenir un réflexe indispensable, tout comme prendre soin de son corps. Malheureusement en Algérie, la santé mentale est encore perçue comme un sujet tabou. Nombreux sont ceux qui pensent que consulter un psychologue est réservé aux personnes souffrant de troubles mentaux graves. L'idée de « folie » reste profondément ancrée dans l'esprit collectif, ce qui freine de nombreuses personnes à demander de l'aide. Les phrases comme « je ne suis pas fou » ou « je peux gérer seul » reviennent souvent, traduisant un refus de reconnaître le besoin d'accompagnement psychologique. Cette stigmatisation autour de la santé mentale crée un obstacle important pour ceux qui, en réalité, auraient besoin d'un soutien psychologique. Que ce soit pour gérer l'anxiété, le stress, la dépression ou des traumatismes, beaucoup hésitent à consulter un psychologue par crainte d'être jugés, que ce soit par leurs proches, leur entourage professionnel, ou même leur propre conscience.

## Pourquoi la santé mentale est essentielle

Prendre soin de sa santé mentale est tout aussi vital que de s'occuper de sa santé physique. Les problèmes mentaux, qu'ils soient liés au stress, à l'anxiété ou à la dépression, peuvent avoir des répercussions importantes sur la vie quotidienne : baisse de productivité au travail, isolement social, tensions familiales et même des troubles physiques comme des migraines ou des troubles du sommeil. Le psychologue peut offrir un espace sécurisé où il est possible d'exprimer ses émotions et ses difficultés sans crainte d'être jugé. Il aide à comprendre l'origine des problèmes, à les surmonter et à développer des stratégies pour mieux faire face aux pressions de la vie. En d'autres termes, consulter un psychologue permet non seulement de traiter des blessures mentales, mais aussi de prévenir de futurs troubles en apprenant à gérer ses émotions et son stress de manière saine. Les Algériens, comme tant d'autres à travers le monde, font face à des pressions croissantes dans la vie quotidienne : l'augmentation du coût de la vie, le chômage, les crises économiques, sans oublier les répercussions de la pandémie de Covid-19. Ces réalités peuvent mener à des sentiments de détresse psychologique, voire à des dépressions non traitées. Pour beaucoup, la famille ou les amis sont les premiers recours en cas de problème. Cependant, même si l'entourage proche peut apporter un certain réconfort, il ne remplace pas l'expertise d'un psychologue,



qui est formé pour identifier et traiter des troubles psychologiques.

## Normaliser la consultation psychologique

Tout comme aller chez le dentiste pour un mal de dents est devenu une habitude normale, il est essentiel de normaliser la consultation chez le psychologue. Cela commence par une éducation à la santé mentale dès le plus jeune âge, et par des campagnes de sensibilisation qui dissipent les idées fausses autour de ce sujet. Les écoles, les universités, les lieux de travail devraient inclure des programmes de sensibilisation à la gestion du stress et de l'anxiété. De plus, l'accès aux services psychologiques doit être facilité, en particulier pour les populations les plus vulnérables. Il serait également bénéfique d'encourager les centres de santé à proposer des consultations psychologiques à faible coût ou même gratuites pour démocratiser ces soins. Il faut dire que la santé mentale n'est pas un luxe, elle est une composante essentielle du bien-être. L'Algérie, avec ses défis sociaux et économiques, a besoin de faire de la santé mentale une priorité. Normaliser la consultation psychologique et encourager les citoyens à prendre soin de leur esprit tout autant que de leur corps pourrait changer la donne. C'est en reconnaissant l'importance de la santé mentale et en déstigmatisant la thérapie que les Algériens pourront mieux faire face aux pressions de la vie moderne, en toute sérénité.

## Prévenir plutôt que guérir

Pourquoi, en effet, attendre d'être "au fond du trou" pour consulter un psychologue ? Cette question soulève un point crucial : beaucoup de personnes attendent que leur souffrance mentale devienne insoutenable avant de chercher de l'aide. Pourtant, tout comme on ne laisse pas une maladie physique s'aggraver avant d'aller chez le médecin, il est tout aussi logique de prendre soin de sa santé mentale dès les premiers signes de mal-être. L'une des raisons pour lesquelles il ne faut pas attendre d'atteindre le point de rupture est que la santé mentale, tout comme la santé physique, se dégrade progressivement si elle n'est pas prise en charge. Ce qui commence par du stress, de l'angoisse ou un sentiment de tristesse passager peut évoluer vers des formes plus graves de dépression ou d'anxiété chronique. Intervenir tôt permet de mieux gérer ces émotions, d'éviter leur accumulation, et d'éviter des souffrances inutiles à long terme. Consulter un psychologue avant d'être submergé par ses problèmes offre l'opportunité de développer des compétences et des outils pour mieux faire face aux défis quotidiens. Les thérapies cognitives et comportementales, par exemple, peuvent enseigner des techniques de gestion du stress, de communication assertive, ou de gestion des émotions. Il ne s'agit pas toujours de traiter un "trouble", mais d'apprendre à naviguer dans la vie avec plus de résilience.

## La peur du jugement

La santé mentale est un sujet de plus en plus discuté dans notre société, mais de nombreux

parents continuent de ressentir une pression sociale qui les empêche de consulter un psychologue pour eux-mêmes ou pour leurs enfants. Cette réticence peut être due à des croyances culturelles, à la peur du jugement, ou à des stigmates associés à la santé mentale. Nous avons recueilli une série de témoignages de certains parents qui ont choisi de ne pas rechercher de soutien psychologique. Pour Malika, 38 ans, mère de deux enfants, consulter un psychologue était impensable. Dans sa famille, on ne parle pas de ses problèmes, on les cache. « J'ai toujours eu cette idée que si je cherchais de l'aide, cela signifierait que j'échouais en tant que mère. Je ne voulais pas que les autres pensent que je ne peux pas gérer mes enfants. Je me suis donc contentée de souffrir en silence, essayant de garder les apparences. » se confie-t-elle. Le témoignage de Malika illustre comment les préjugés familiaux peuvent influencer les décisions des parents concernant leur santé mentale. Pour beaucoup, le stigma social autour de la santé mentale crée un environnement où la vulnérabilité est perçue comme une faiblesse. De son côté, Sofiane, 45 ans, père de trois enfants ; « J'ai souvent entendu des gens dire que les psychologues ne servent à rien. J'avais l'impression que si je consultais un professionnel, je serais vu comme un homme faible, incapable de s'occuper de sa famille. Je pensais que je devais être fort et que mes problèmes personnels ne devraient pas être exposés à des étrangers. Cette peur m'a empêché de demander de l'aide, même lorsque je savais que j'en avais besoin. » Pour Sofiane, le jugement des autres

a été un facteur déterminant dans sa décision de ne pas consulter. Beaucoup de parents partagent ce sentiment, craignant que la consultation d'un psychologue soit perçue comme un signe de défaillance ou d'incapacité à gérer leur vie. Le coût émotionnel et financier est abordé par Fatima, 32 ans, mère de quatre enfants. « J'ai pensé à aller voir un psychologue après avoir eu des problèmes avec mes enfants. Mais entre le coût des séances et le stress de devoir en parler à quelqu'un, j'ai décidé de ne pas le faire. J'avais l'impression que je pouvais gérer mes émotions seule, même si c'était difficile. La pression financière a également joué un grand rôle dans ma décision. » Le coût des soins de santé mentale constitue un obstacle majeur pour de nombreuses familles. Pour Fatima, la décision de ne pas consulter a été influencée non seulement par des préoccupations émotionnelles, mais aussi par des considérations financières. Les témoignages de Malika, Sofiane, Fatima révèlent les défis auxquels de nombreux parents sont confrontés en matière de santé mentale. Le stigma social, la peur du jugement, les contraintes financières et le manque d'information sont autant de facteurs qui peuvent dissuader les parents de consulter un psychologue. Il est important de se rappeler qu'il n'est jamais trop tôt pour consulter un psychologue. Prendre soin de soi et de son esprit, c'est aussi anticiper les crises, et non attendre qu'elles surviennent. Ce n'est pas un signe de faiblesse, mais un geste de maturité et de responsabilité envers soi-même.



11<sup>ème</sup> FORUM INTERNATIONAL SUR KATEB YACINE

# L'auteur de Nedjma revient ce mois d'octobre

Le 11<sup>ème</sup> Forum international sur Kateb Yacine, l'un des écrivains les plus marquants de la littérature algérienne, se tiendra à Guelma du 26 au 28 octobre. Cet événement annuel, organisé par l'Association pour la promotion du tourisme et de l'animation culturelle de la wilaya de Guelma, mettra en lumière le thème central : « Les deux cycles de Kateb Yacine, Nedjma et le théâtre populaire : convergences, divergences et influences ».

Le choix de ce thème n'est pas anodin. Kateb Yacine, à travers son œuvre littéraire et théâtrale, a su capturer l'âme du peuple algérien et exprimer la réalité des classes populaires. Son roman emblématique Nedjma, ainsi que ses pièces de théâtre engagées, ont marqué des générations et continuent de susciter des analyses profondes sur la relation entre art, société et politique. Le forum, qui se déroulera au Centre culturel islamique Moubarak-Boulouh, réunira des chercheurs et spécialistes venus de plusieurs pays, dont la France, la Tunisie, l'Italie et, bien sûr, l'Algérie. Dix-sept présentations sont prévues, permettant d'explorer l'œuvre de Kateb Yacine sous divers angles. Ali Abbassi, président du comité d'organisation, a

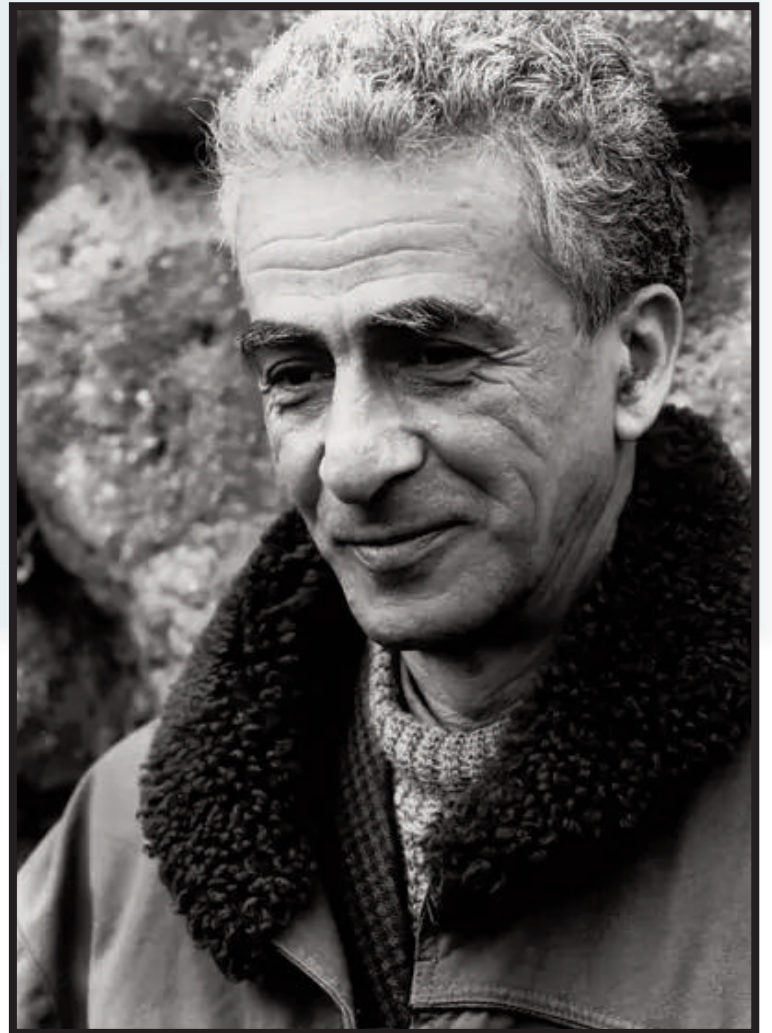
souligné l'importance de ce rendez-vous pour comprendre l'impact de l'œuvre de Yacine sur le plan esthétique et sociopolitique. Les conférenciers s'attarderont notamment sur le roman Nedjma, écrit pendant la Guerre de libération nationale, un texte qui mêle réalité et imaginaire pour peindre la lutte et le sacrifice du peuple algérien face au colonialisme. Ce roman, avec son approche unique du patriotisme et de l'histoire, est devenu un classique de la littérature algérienne.

### Le théâtre populaire comme arme de lutte

L'œuvre théâtrale de Kateb Yacine sera également à l'honneur. Ses pièces telles que Le cadavre encerclé, Le cercle des représentations et L'homme aux semelles

de caoutchouc ont joué un rôle crucial dans le théâtre engagé, où le texte devient une arme puissante pour exprimer les frustrations et les aspirations du peuple. Ces œuvres montrent que pour Kateb Yacine, le théâtre était un moyen d'expression destiné aux masses populaires, un outil pour éveiller les consciences. Les participants au forum pourront découvrir comment l'auteur a su intégrer les luttes sociales et politiques dans ses créations théâtrales, tout en conservant un style littéraire d'une grande profondeur symbolique. Le théâtre populaire de Kateb Yacine n'était pas seulement une forme d'art, mais une forme de résistance culturelle.

### Un hommage vibrant pour



### le 35<sup>ème</sup> anniversaire de sa disparition

Ce forum revêt une dimension particulière cette année, car il coïncide avec le 35<sup>ème</sup> anniversaire de la disparition de Kateb Yacine, décédé le 28 octobre 1989. Né le 6 août 1929, Yacine a laissé derrière lui une œuvre riche qui continue d'influencer les écrivains et dramaturges d'aujourd'hui. En plus des conférences et des analyses littéraires, les participants auront l'occasion de participer à un circuit touristique dans

la région de Guelma, ainsi qu'à un tournoi de football pour les jeunes de moins de 16 ans. Ces activités visent à rendre l'événement accessible à un public plus large, tout en célébrant la mémoire d'un auteur profondément lié à la culture et à l'histoire algériennes. Le Forum international sur Kateb Yacine de Guelma s'annonce comme un rendez-vous incontournable pour les amateurs de littérature et de théâtre, mais aussi pour tous ceux qui souhaitent mieux comprendre l'héritage d'un des plus grands écrivains algériens du 20<sup>ème</sup> siècle. **R.C**

## "Cartable historique et culturel" Une immersion dans la lutte pour l'indépendance



Dans le cadre des célébrations du 70<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1<sup>er</sup> novembre 1954, la commune de Mihoub, située au nord-est de Médéa, a lancé la manifestation "Cartable historique et culturel". Cet événement, qui a débuté mardi, est le fruit d'une collaboration entre la direction de la culture et des arts de Médéa et le musée régional du Moudjahid, sous le slogan "Mémoire, luttes et réalisations". Le principal objectif de cette initiative est de préserver la mémoire historique de l'Algérie, en mettant en avant le combat héroïque de ses fils et filles pour l'indépendance nationale. Salima Gaoua, directrice locale de la culture, a expliqué que cette manifestation permettra aux élèves de la wilaya d'approfondir leur connaissance de l'histoire nationale et de ceux qui ont contribué à écrire ses pages les plus glorieuses. Les activités prévues tout au long de cette initiative, qui se prolongera jusqu'au 29 octobre, visent principalement les jeunes générations. C'est une opportunité unique pour les élèves de la région de découvrir, à travers des témoignages, des expositions et des discussions, l'ampleur des sacrifices consentis par les Algériens pour recouvrer leur liberté. "Le programme élaboré permettra à la population ciblée de mieux connaître son histoire", a précisé Mme Gaoua.

Le choix du cartable comme symbole de cette manifestation n'est pas fortuit. Il reflète une volonté d'associer la transmission du savoir à la mémoire historique. En portant cette initiative vers les écoles, les organisateurs souhaitent faire du devoir de mémoire une partie intégrante du parcours éducatif des élèves, leur donnant ainsi les clés pour comprendre l'importance de la Révolution algérienne dans la construction de l'État moderne.

## A LIRE, "LIBRE, HEUREUSE ET TOUJOURS EN VIE" DE NATHALIE DA COSTA

### Le message de résilience

Dans son ouvrage « Libre, heureuse et toujours en vie », Nathalie Da Costa offre un témoignage poignant et inspirant sur sa vie avec une amyotrophie spinale infantile. Ce livre ne se limite pas à une simple narration des défis rencontrés, mais se présente comme une célébration de la vie, de la joie et de l'amour qui transcendent les obstacles physiques. Nathalie Da Costa est une femme qui défie les stéréotypes associés au handicap. À travers ses mots, elle nous montre que la véritable mesure d'une vie épanouie ne réside pas dans l'absence de difficultés, mais dans la manière dont on choisit de les affronter. Son handicap, loin de la définir, devient un élément de sa personnalité, une partie intégrante de son parcours de vie. Dans ses réflexions, elle dévoile une force intérieure impressionnante, accompagnée d'une grande capacité à voir le positif dans chaque situation. L'un des thèmes centraux de Libre, heureuse et toujours en vie est la résilience. Nathalie partage des anecdotes de sa vie quotidienne, des moments de joie, mais aussi des luttes contre les préjugés et les limitations physiques. Elle évoque les défis auxquels elle a dû faire face, tout en mettant l'accent sur l'importance de la détermination et du soutien des proches. Cette résilience, teintée d'humour et de légèreté, fait de son récit une



source d'inspiration pour qui-conque se bat contre les adversités. À travers ses écrits, Nathalie Da Costa fait preuve d'une joie de vivre contagieuse. Elle exprime son amour pour la vie, sa passion pour les petites choses qui lui apportent du bonheur, et son désir de partager cette joie avec le monde. Sa perspective unique lui permet de redéfinir le concept du

bonheur, en prônant une approche axée sur l'acceptation de soi et la valorisation de chaque instant. Les lecteurs se sentent transportés dans son univers, où chaque jour est une nouvelle occasion d'apprendre, d'aimer et de vivre pleinement. « Libre, heureuse et toujours en vie » ne se limite pas à une autobiographie ; c'est un véritable appel à l'empathie et à la compréhension. Nathalie invite les lecteurs à réfléchir sur leurs propres vies et à remettre en question les normes sociétales entourant le handicap. Son récit ouvre un dialogue sur la diversité, et l'acceptation, en soulignant l'importance de voir au-delà des limitations physiques pour apprécier l'être humain dans sa globalité. Le livre de Nathalie Da Costa est bien plus qu'un simple récit de vie ; c'est une œuvre qui touche le cœur et l'esprit. Libre, heureuse et toujours en vie nous rappelle que la vie est précieuse, que chaque individu a le potentiel de briller, peu importe les défis auxquels il fait face. Par son témoignage, Nathalie Da Costa incarne l'esprit d'une femme qui, bien que marquée par une maladie, choisit de vivre intensément, de partager son amour et de faire briller sa lumière dans un monde souvent empreint d'ombres. Son livre est un véritable cadeau pour tous ceux qui cherchent l'inspiration, la force et un regard différent sur la vie. **R.C**

LANCEMENT DE L'APPEL À CONCURRENCE POUR L'EXPLORATION OFFSHORE

# Une avancée majeure pour l'industrie pétrolière algérienne

Lors de la deuxième journée de la 12e édition du Salon Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conference (Napec 2024), qui se tient à Oran, Mourad Beldjehem, président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), a annoncé une avancée majeure pour l'industrie pétrolière algérienne. Il a déclaré le lancement d'un appel à concurrence pour l'exploration offshore, prévu en 2026, marquant ainsi un tournant décisif dans le développement des ressources en hydrocarbures du pays.

L'Algérie, avec ses vastes réserves d'hydrocarbures, a traditionnellement joué un rôle clé dans le marché énergétique mondial. Cependant, les défis récents, tels que la baisse des prix du pétrole, l'épuisement des gisements terrestres, et la nécessité d'adopter des technologies modernes, ont amené les pouvoirs publics à reconsidérer sa stratégie d'exploration. L'appel à concurrence pour l'exploration offshore s'inscrit dans un plan quinquennal visant à revitaliser ce secteur crucial. Beldjehem a souligné l'importance d'explorer les ressources offshore, considérées comme cruciales pour accroître les réserves et la production d'hydrocarbures. « Nous sommes optimistes quant à la proposition d'un projet en offshore. Les premiers indices sont prometteurs », a-t-il déclaré. Une étude en cours, réalisée en partenariat avec des experts internationaux, a montré des résultats encourageants, renforçant la confiance des investisseurs potentiels.

## Un plan quinquennal : avec des objectifs et stratégies

Le plan quinquennal proposé par Alnaft vise à créer un cadre propice à l'investissement étranger et à assurer une continuité dans les



projets d'exploration. Chaque année, un nouvel appel à concurrence sera lancé, garantissant ainsi une dynamique d'investissement stable. « Notre objectif majeur est d'accroître les réserves et d'augmenter la production à court et moyen termes. Nous devons impérativement attirer des investisseurs », a précisé Beldjehem. Avec un domaine minier de 1,7 million de km<sup>2</sup>, l'Algérie dispose d'un potentiel inexploré considé-

nable, attirant l'attention des investisseurs étrangers. Dans le cadre des efforts pour dynamiser le secteur, Alnaft utilise à la fois des négociations directes et des appels à concurrence pour établir des contrats d'hydrocarbures. Actuellement, 13 contrats sont en cours de négociation, avec un récent protocole d'accord signé avec la société américaine Occidental Petroleum Corporation. Ce développement témoigne de l'in-

térêt croissant des entreprises étrangères, principalement américaines, saoudiennes et suédoises, pour le marché algérien. Concernant l'appel à concurrence, Beldjehem a révélé que 17 projets ont été sélectionnés parmi 24, avec six déjà lancés. Les blocs concernés sont principalement orientés vers la production de gaz, répartis sur plusieurs régions stratégiques. Les premiers retours des investisseurs étrangers révèlent un en-

gouement marqué pour ces projets. « Plusieurs compagnies internationales ont exprimé leur intérêt suite à la présentation détaillée de l'Algeria Bid Round 2024 », a indiqué Beldjehem. Bien que des chiffres précis sur le potentiel de production ne soient pas encore disponibles, le président d'Alnaft a souligné l'importance de la capacité de production à moyen terme, alimentant ainsi l'optimisme autour de ces projets. Un autre aspect essentiel souligné par Beldjehem est le développement des compétences locales dans le secteur pétrolier. Alnaft s'engage à renforcer les capacités de formation et de développement professionnel, afin de garantir que les ressources humaines algériennes soient pleinement préparées à relever les défis futurs de l'industrie. Il faut noter que l'appel à concurrence pour l'exploration offshore représente une opportunité significative pour l'Algérie de revitaliser son secteur pétrolier. En attirant des investissements étrangers et en mettant en place un cadre propice à l'exploration, le pays se positionne pour renforcer sa présence sur le marché énergétique mondial. Les mois à venir seront cruciaux pour observer comment ces initiatives se concrétiseront et contribueront à l'essor durable de l'industrie pétrolière algérienne, tout en s'alignant sur les ambitions nationales de croissance et de développement. **R.E**

VENTE DU DOLIPRANE À UN FONDS AMÉRICAIN

## Le gouvernement français veut des garanties

Les ministres Antoine Armand et Marc Ferracci se sont rendus, lundi, à l'usine Sanofi de Lisieux, en Normandie, où est fabriqué l'antidouleur, afin de rencontrer les salariés et les syndicats. L'ambiance est morose à l'usine de Lisieux (Calvados) de Sanofi, lundi 14 octobre au matin. Comme la plupart de ses collègues, Christophe Quillet, salarié du groupe pharmaceutique depuis plus de quarante ans, dont la moitié à faire du Doliprane sur le site normand, est sonné. « Depuis un an, nous savions que ça allait arriver, mais l'annonce a quand même été un coup de massue », confie-t-il. La semaine dernière, Sanofi a choisi de poursuivre des négociations exclusives avec le fonds américain CD&R, afin de lui céder 50 % d'Opella, sa division santé grand public, qui abrite l'antidouleur vedette des armoires à pharmacie tricolores. Inquiet, l'ancien élu CGT du comité social et économique de l'usine a donc rejoint le piquet de grève organisé lundi par des employés du site. Sanofi a beau assurer que l'avenir du Doliprane fabriqué à Lisieux n'est pas menacé, les salariés sont



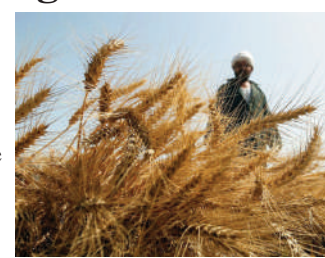
sceptiques. « S'il n'y a vraiment pas de risque, alors qu'ils s'engagent donc noir sur blanc à continuer à le fabriquer en France pendant les trente prochaines années. On ne parle pas d'un bonbon, mais d'un médicament dont les Français ont besoin pour se soigner », lance-t-il. La débâcle d'Euroapi, l'ex-dévision de principes actifs de Sanofi dont

le laboratoire pharmaceutique s'est séparé lors d'une introduction en Bourse en 2022 (Sanofi en est toujours actionnaire à 30 %), a laissé un souvenir amer aux salariés. Tout comme l'externalisation, dans l'indifférence générale, des sites de distribution tricolores du groupe au transporteur américain DHL au printemps.

## À cause de la récente augmentation des prix mondiaux L'Égypte n'achètera pas de nouvelles cargaisons de blé

L'Égypte n'achètera pas, pour le moment, de nouvelles cargaisons de blé, en raison de la hausse récente des prix mondiaux, a déclaré un responsable gouvernemental qui a préféré garder l'anonymat, à la chaîne Al-Sharq Bloomberg, dimanche 13 octobre.

D'après la source, le maximum que l'Égypte peut payer pour une tonne de blé est 240 dollars. Cette décision fait suite à l'annonce, vendredi 11 octobre, par le ministère russe de l'Agriculture d'augmenter de 41% les frais d'exportation du blé, soit 19,57 dollars de plus par tonne et ce à compter du 16 octobre. La Russie est le plus grand exportateur de blé au monde et l'Égypte est le plus grand importateur. D'après Reuters, le ministère russe de l'Agriculture a demandé aux exportateurs, lors d'une réunion fermée vendredi 12 octobre, de vendre le blé aux appels d'offres internationaux au prix minimum, fixée par l'Etat. Le ministère a fixé à 240 dollars le prix de la tonne de blé livrée par bateau, selon les sources.



HAUSSE CONTINUE DE LA DETTE PUBLIQUE MONDIALE

## Le FMI se dit inquiet

La dette publique mondiale devrait continuer à augmenter et atteindre 100.000 milliards de dollars d'ici à la fin de l'année, soit 93% du PIB mondial, s'est inquiété mardi le Fonds monétaire international (FMI) à l'occasion de la publication de son rapport de suivi des finances publiques (Fiscal monitor). En termes de pourcentage, il n'y a pas de hausse, l'endettement public ayant déjà atteint 93% en 2023, mais il augmente en valeur et surtout la tendance n'est pas en voie de s'inverser, regrette le Fonds, qui prévoit un ratio de 100% d'ici la fin de la décennie. A titre de comparaison, la dette privée des ménages et des entreprises privées non financières représentait fin 2023 146% du PIB mondial, selon les données de l'institution. « Il y a de bonnes raisons de penser que la situation est même pire qu'attendu », a souligné Era Dabla-Norris, directrice adjointe du département affaires budgétaires au FMI, à l'occasion d'une



conférence de presse en ligne. « L'expérience nous rappelle que les projections de l'endettement ont tendance à être trop optimistes, soit parce que les gouvernements le sont concernant leurs prévisions de croissance, soit parce que les réformes budgétaires ne sont jamais totalement

réalisées », a-t-elle détaillé. Si les États ont d'ores et déjà annoncé des ajustements budgétaires, ils ne permettraient pas nécessairement de stabiliser la dette publique et encore moins la réduire, quand bien même ils seraient intégralement réalisés.

LA BATAILLE DE HASSI-SAKKA À EL-MENIAA

# Un haut fait d'armes de la Révolution dans le Sud du pays

*La région d'El-Meniaa a marqué en lettres d'or, à l'instar des autres régions du pays, l'histoire de l'Algérie, confirmant l'adhésion de l'ensemble du peuple algérien à la Révolution à travers tout le territoire national.*

**L**a bataille de Hassi-Sakka, un des hauts faits d'armes de la Révolution, a été livrée le 15 octobre 1957 par les Moudjahidine de cette région du Grand Erg occidental, relevant de la zone trois de la wilaya cinq (5) historique, contre les forces coloniales. Un jour mémorable qui rappelle la détermination du peuple algérien à mettre en échec les desseins du colonialisme visant à asseoir sa domination sur le Sahara algérien, le séparer du reste du pays et spolier ses richesses, a témoigné le Moudjahid Messaoud Ben Mohamed El-Ghouti.

Cette bataille fut menée par des militants infiltrés au sein des troupes de méharistes, qui ont répondu à l'appel de la direction du Front de libération nationale à prendre part à la lutte armée, en vue de déjouer le plan colonial tendant à séparer le Sahara du reste du pays. Prêts à s'impliquer dans la défense de l'intégrité territoriale du pays, ce groupe, ayant mis en place un plan pour neutraliser les troupes coloniales, mena en ce jour du 15 octobre 1957 leur assaut contre la force militaire coloniale, dont les éléments des services de transmissions et ceux de la garde, avant de mettre la main sur un lot important d'armes et de munitions.

Cette action s'est soldée par la mort de 20 soldats français et la récupération d'un important butin d'armes, de dromadaires et de fonds. Notamment également la formation d'une nouvelle unité sous la conduite du Moudjahid Slimane Bensaâd, pour se déployer par la suite à travers le grand Erg Occidental, à El-Meniaa, Timimoun et Adrar.

Revenant sur cette bataille, le coordinateur de l'organisation des enfants de Chouhada, Ahmed Zebiri, a relaté qu'elle a été couronnée par la formation de troupes, sous le commandement du Moudjahid Slimane Bensaâd, chargées des liaisons, de l'armement et de la



collecte de fonds, parmi lesquels figurait le Moudjahid Mohamed Boudouaya, issu de Zaouiet Debbagh, auquel fut confiée les collectes des fonds pour l'achat d'armements destinés à approvisionner la lutte armée. Prenant connaissance d'informations sur la présence de moudjahidine dans la région, les forces coloniales ont lancé, pour resserrer l'étai sur leurs mouvements, une large ratissage et une offensive à travers le grand Erg Occidental, appuyée d'une couverture aérienne, a poursuivi M. Ahmed Zebiri. Et d'ajouter que des Moudjahidine furent emprisonnés et détenus au niveau des camps de détention d'El-Meniaa, Timimoun, Ouargla, Métilili (Ghardaïa), dont certains allaient succomber sous la torture, alors que d'autres ont

réussi à s'échapper, dont le Moudjahid Messaoud Benmohamed El-Ghouti, natif en 1930 de Cherouine (Adrar), et pour lesquels des peines de mort furent prononcées. Approché par l'APS, Dr. Abderrahmane Nouacer, de l'université d'Adrar, a affirmé que la bataille de Hassi-Sakka, une des épopées ayant marqué l'histoire de la glorieuse guerre de libération nationale, a contribué à la mise en échec des desseins du colonialisme français cherchant à diviser le territoire national et à séparer le Sahara du reste du pays. Un objectif qu'il n'a pu atteindre, en dépit des cruels et barbares actes et atrocités qu'il a fait subir au peuple algérien, déterminé lui, armé d'une foi inébranlable, à défendre l'intégrité de son territoire, a souligné Dr. Nouacer.

Journée internationale des femmes rurales

## Diverses manifestations à Ouargla et à Touggourt



Diverses manifestations ont été organisées, dans les wilayas d'Ouargla et Touggourt, à l'occasion de la Journée internationale des femmes rurales, a-t-on appris des organisateurs.

L'évènement a été marqué à Ouargla par l'organisation d'une exposition dédiée à la commercialisation des produits de la femme rurale au niveau du centre culturel islamique, à l'initiative de la direction locale de l'action sociale et de la solidarité (DASS), et ce avec la participation de 25 artisanes activant dans différents métiers, a indiqué le directeur du secteur, Ahmed Sakhi.

Parmi ces métiers figurent, le tissage, la couture, l'extraction des huiles végétales, la fabrication des produits de beauté ainsi que des modèles d'entreprises créées par des femmes qui ont réussi dans divers projets d'entrepreneuriat, notamment la fabrication d'aliments de bétails et l'aquaculture intégrée à l'agriculture, a-t-il expliqué.

Plusieurs femmes entrepreneures ont bénéficié de la formation, l'accompagnement et le financement de leurs projets dans le cadre des efforts déployés par l'Etat pour le renforcement de l'intégration de la femme rurale et de la femme au foyer dans l'économie nationale, a ajouté M. Sakhi.

Le programme comprend également l'organisation de sessions de formation destinées aux femmes désireuses de lancer leurs micro-projets, dont l'encadrement est assuré par des femmes entrepreneurs et des cadres relevant de l'agence de développement social (ADS), la chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) et la direction de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP), a-t-il poursuivi.

A Touggourt, une activité similaire s'est ouverte au hall de la commune du chef-lieu de wilaya. Inaugurée par les autorités locales, cette exposition a regroupé 53 femmes artisanes qui ont proposé une gamme de produits de l'artisanat traditionnel, à l'instar de la broderie, la vannerie, le tissage et les produits cosmétiques bio.

La cheffe de la cellule de la femme rurale à la conservation locale des forêts, Siham Baabaarbi a, à cette occasion, fait savoir qu'un programme riche et varié comportant des cycles de formation au profit des femmes rurales dans certains domaines ayant trait à l'activité agricole, dont l'aviculture, l'aquaculture, l'apiculture, la culture des plantes médicinales et aromatiques, la fabrication de fromage et l'extraction des huiles végétales.

Ce programme qui englobe tous les acteurs, vise l'amélioration des capacités productives de la femme rurale et de la femme au foyer ainsi que le renforcement de leur rôle dans le développement socio-économique, a-t-elle souligné.

DOUANE ALGÉRIENNE À ANNABA

## Sortie de la 17<sup>ème</sup> promotion d'agents de contrôle



**La 17<sup>ème</sup> promotion d'agents de contrôle est sortie, mardi dernier, de l'Ecole des officiers de contrôle des Douanes algériennes de Hadjar Eddis, à Annaba, au cours d'une cérémonie présidée par le directeur général de ce corps, le général-major Abdelhafid Bakhouche, accompagné du wali d'Annaba, Abdelkader Djellaoui.**

**E**n marge de la remise des diplômes aux membres de cette promotion forte de 193 agents de contrôle, qui ont bénéficié d'une formation spécialisée de 9 mois, le général-major Bakhouche a indiqué que la formation des agents de contrôle s'inscrit dans le cadre des recommandations des autorités suprêmes du pays qui accordent un intérêt particulier à ce corps qui joue un rôle majeur dans la protection de l'économie nationale et la promotion des échanges commerciaux, notamment dans le domaine de l'exportation.

Ce responsable a également souligné la détermination des Douanes algériennes à continuer à hisser le niveau de la formation pour faire face aux nouveaux défis, dans une conjoncture économique

mondiale marquée par la concurrence et les risques pour l'économie nationale.

Pour sa part, le directeur de l'Ecole, le général inspecteur Mohamed Daif, a souligné, dans une allocution prononcée à cette occasion, que la promotion sortante a bénéficié d'une formation spécialisée comprenant un programme théorique et une formation paramilitaire tout au long de la période de formation, ainsi qu'un stage pratique de 70 jours au niveau des services extérieurs des Douanes afin d'approfondir les connaissances théoriques reçues à l'Ecole.

Il a également souligné que l'adoption du nouveau système informatique dans ce corps constitué a contribué à élever le niveau de professionnalisme et de préparation, notamment en ce qui concerne la numérisation de toutes les opérations douanières, y compris l'exportation et l'importation. M. Daif a appelé, dans ce contexte, les sortants à accorder la plus grande attention à l'aspect professionnel et éthique en adhérant aux principes de citoyenneté et d'éthique professionnelle, et en préservant, lors de l'exercice de leurs fonctions, les droits des citoyens consacrés par la Constitution. La nouvelle promotion a été baptisée du nom du défunt douanier Karim Cheriet, décédé le 8 juillet 2020 à l'âge de 48 ans, après une carrière honorable consacrée au service des Douanes algériennes, au cours de laquelle il a occupé plusieurs postes de responsabilité dont celui de sous-directeur régional chargé de la gestion des affaires administratives à la direction régionale des Douanes de Bechar, puis de sous-directeur de la gestion des moyens à la direction régionale d'Oran et, enfin, de sous-directeur de la gestion des moyens à la direction régionale de Laghouat, a-t-on indiqué.

La cérémonie de remise des diplômes, qui s'est déroulée en présence de membres des familles des diplômés et de cadres des Douanes, a donné lieu au passage en revue de la promotion par le directeur général, à la prestation de serment et à la remise des diplômes et des grades aux meilleurs élèves, avant que les élèves sortants n'exécutent un défilé aux côtés du personnel pédagogique de l'Ecole.

La famille du douanier disparu, du nom duquel la promotion a été baptisée, a été honorée en clôture de la cérémonie.

CORRUPTION, CHÔMAGE ET CRISE SOCIALE AU MAROC

# Le Makhzen désesparé

*Le régime du Makhzen est embourbé dans des problèmes aux multiples facettes: corruption hémorragique, crise sociale, crise énergétique, crise de l'eau, chômage endémique, ainsi qu'un système de retraite au bord de la faillite, alors que le gouvernement d'Akhannouch peine à trouver des solutions concrètes pour restaurer la confiance des citoyens, relève un organisme marocain.*

**A** lors que la rentrée politique s'amorce au Maroc, l'Observatoire du Travail gouvernemental (OTRAGO) publie une Policy Paper qui analyse les principaux problèmes auxquels fait face l'exécutif dirigé par Aziz Akhannouch, à savoir la corruption, la crise sociale, la crise énergétique et de l'eau, le chômage, ainsi que le système de retraites "menacé de faillite". Parmi les préoccupations majeures soulevées par l'OTRAGO, figure le secteur de l'eau, à propos duquel le document souligne que la crise s'aggrave en raison des changements climatiques et de la rareté des ressources hydriques. Selon les prévisions figurant dans le texte, la demande en eau au Maroc pourrait augmenter de 30% d'ici 2030, imposant une pression supplémentaire sur les ressources disponibles. De plus, le Makhzen est toujours confronté à un chômage galopant. L'OTRAGO estime dans ce contexte que l'emploi reste un point noir. Le taux de chômage national a dépassé les 13,7%, révélant une incapacité à créer suffisamment d'opportunités pour les jeunes, note le rapport qui souligne également l'augmentation inquiétante des NEET (jeunes ni en emploi, ni en formation, ni en éducation), un problème qui touche plus d'un million et demi de jeunes au Maroc. La diminution des emplois dans le secteur rural, due à la sécheresse et aux crises économiques successives, aggrave la situation. Plus de 160.000 postes ont été perdus dans l'agriculture et ce chiffre pourrait augmenter sans des mesures gouvernementales concrètes, rappelle le document. Quant à la corruption,



l'OTRAGO qualifie ce fléau de véritable "ogre affamé", coûtant annuellement plus de 50 milliards de dirhams (MMDH) aux caisses de l'Etat. Cette situation nuit non seulement à l'économie, mais érode également la confiance des citoyens dans les institutions publiques. Le Maroc a reculé de la 73e à la 97e place dans l'Indice de Perception de la Corruption en seulement cinq ans. Malgré la mise en place de la stratégie nationale de lutte contre la corrup-

tion, l'implication des institutions reste faible, et les résultats, limités. Le rapport de l'Instance nationale de la prévention et de la lutte contre la corruption pour 2023 souligne en effet l'absence d'engagement effectif des acteurs concernés, aggravant la propagation du phénomène. Par ailleurs, la réforme des retraites est un chantier épineux pour l'Etat. Selon l'OTRAGO, le système de pensions civiles est menacé de faillite d'ici 2028, nécessitant une inter-

vention rapide. Les propositions du gouvernement -augmentation des cotisations, relèvement de l'âge de la retraite, réduction des pensions- sont jugées insuffisantes par les syndicats. Ces derniers estiment que les travailleurs porteront l'essentiel du fardeau, sans garanties sur l'amélioration des prestations, soutient le document. Vient s'ajouter à tout cela un mécontentement social, alimenté par l'augmentation des prix et l'inflation, ce qui représente une

menace grandissante pour la stabilité du pays, selon le document qui qualifie la situation au Maroc d'"alarmante". La montée des revendications pour des hausses de salaires et une amélioration des conditions de vie met le gouvernement sous une pression constante, estime l'Observatoire, qui souligne que le pouvoir d'achat des citoyens, déjà affaibli par la flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, est gravement menacé.

Tunisie

## Ce que prévoit le projet de loi de finances 2025

**L**e projet de loi de finances (PLF) de 2025 comporte cinq principaux axes à savoir le renforcement du rôle social de l'Etat et le soutien du pouvoir d'achat des citoyens ; la poursuite de la réforme fiscale et le renforcement des ressources du trésor ; le soutien financier aux entreprises et le développement de l'investissement ; la promotion de l'économie verte et du développement durable ainsi que l'intégration de l'économie parallèle et la lutte contre l'évasion fiscale. Pour ce qui est du premier axe ayant trait au renforcement du rôle social de l'Etat et à l'accompagnement des catégories sociales défavorisées et à revenu limité, le PLF prévoit une série de mesures au profit de ces groupes dont essentiellement la garantie d'une protection sociale aux ouvriers agricoles et d'une indemnité de licenciement économique outre l'exonération des personnes bénéficiaires de pensions d'invalidité et d'orphelin de l'impôt sur le revenu. Ces mesures prévoient, aussi, de renforcer l'intégration économique des personnes porteuses de handicap et de soutenir le pouvoir d'achat des personnes à revenu limité et moyen. S'agissant du deuxième axe relatif à la poursuite de la réforme fiscale et de l'appui budgétaire, le gouvernement projette, dans le cadre de ce projet de loi, l'instauration d'un régime fiscal équitabel qui consacre l'impôt progressif afin de réduire les disparités entre les classes sociales, de soutenir le pouvoir d'achat des personnes à revenu limité et de garantir la distribution équitabel de la charge fiscale entre les entreprises. En ce qui concerne le soutien apporté aux entreprises et le développement de l'investissement, le PLF prévoit des mesures visant à dynamiser l'activité économique et rétablir la confiance des investisseurs, et ce, en améliorant le climat de l'investissement et en facilitant l'accès des entreprises, particulièrement les startups, au financement. Il s'agit, également, de renforcer la compétitivité de ces



entreprises, de les restructurer financièrement et d'encourager l'investissement dans les secteurs porteurs comme les énergies alternatives et l'économie verte. Enfin, le projet de loi de finances de 2025 cible l'instauration d'un régime visant à intégrer l'économie informelle, à lutter contre l'évasion fiscale et à rationaliser les avantages fiscaux, de manière à les orienter vers leurs véritables bénéficiaires. L'objectif ultime de ce projet est de rétablir progressivement les équilibres financiers publics.

### Un déficit budgétaire de l'ordre de 9,8 milliards de dinars

Le projet de Loi de Finances (PLF) pour l'exercice 2025 table sur un déficit budgétaire de l'ordre de 9,8 milliards de dinars, étant donné que les charges budgétaires s'élèveraient à 59,828 milliards de dinars, alors que les ressources budgétaires se li-

miteraient à 50,028 milliards de dinars. D'après le document du Projet de Loi de Finances 2025, élaboré par le ministère des Finances, ces ressources seront mobilisées, essentiellement (à hauteur de 90%), grâce aux recettes fiscales (45,249 milliards de dinars). Les recettes non fiscales (4,429 milliards de dinars) et les dons (0,35 milliards de dinars) ne représenteront respectivement que 8,8% et 0,7% de l'ensemble des ressources budgétaires. Selon la même source, l'Etat prévoit de recourir, au cours de l'exercice 2025, à des emprunts internes, dont la valeur est estimée à 21,872 milliards de dinars, et à des crédits extérieurs s'élevant à 6,131 milliards de dinars. Ces dettes serviront notamment au financement du déficit budgétaire (9,8 milliards de dinars), et au remboursement du principal de la dette intérieure (9,734 milliards de dinars) et extérieure (8,469 milliards de dinars).

## Croissance inclusive Nouakchott adhère à l'Initiative de l'OCDE

**L**a ville de Nouakchott a adhéré officiellement à l'Initiative pionnière des élus pour une croissance inclusive de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), lors d'une réunion des membres de l'initiative tenue, mardi dernier à Mexico (Mexique). Dans un discours prononcé à cette occasion, la présidente du conseil régional de Nouakchott, Mme Fatimetou Mint Abdel Malik a exprimé sa fierté pour cette adhésion et a remercié l'OCDE pour son intérêt pour les agglomérations locales et régionales à travers cette initiative qui vise à réaliser une croissance inclusive des villes à travers le monde. Mme Fatimetou Mint Abdel Malik participe à Mexico aux activités de la plateforme « CityLab » organisée par la Bloomberg Philanthropie pour échanger des idées innovantes afin de relever les défis urbains et améliorer les services publics. La région de Nouakchott veut à travers cette adhésion à profiter de cette plateforme pour attirer des fonds pour financer des projets de services à travers des rencontres avec des financeurs et des partenaires au développement, en plus de bénéficier des expériences et de l'expertise de plus de 500 participants de différentes villes du monde. L'Initiative de l'OCDE pour une croissance inclusive trace une voie pour l'avenir. Elle reflète notre conception des politiques gagnantes pour tous, alliant une forte croissance économique à une amélioration du bien-être et de la santé, des emplois et des compétences, et à un environnement sain.



# SALUANT LA DIPLOMATIE PALESTINIENNE UNESCO adopte deux résolutions en faveur de l'État de Palestine

*Le Conseil exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), lors de sa 220ème session tenue à Paris, a adopté à l'unanimité deux résolutions liées à l'État de Palestine : la Palestine occupée, et les relations culturelles et établissements d'enseignement.*

Le ministère des Affaires étrangères et des Expatriés a salué, dans un communiqué, l'adoption des deux résolutions sur la Palestine par le Conseil exécutif et a souligné que l'adoption de telles résolutions est importante pour préserver les droits de tout le peuple palestinien, en particulier à la lumière de ce qui Israël, l'autorité d'occupation illégale, le fait en lançant son agression et divers types de violations, crimes et violences ainsi que la destruction de villages et de villes palestiniennes, en particulier dans la bande de Gaza, et de cibler les écoles, les hôpitaux, le personnel médical et les journalistes. La diplomatie palestinienne a déclaré que la poursuite de la politique de deux poids, deux mesures, le silence de la communauté internationale, l'absence de responsabilité et l'absence de mise en œuvre des résolutions des Nations Unies et des conventions et principes de l'UNESCO contre les crimes et les violations destructrices commises par les forces d'occupation israéliennes sont la raison derrière les racines de ces crimes. Le ministère des Affaires étrangères a affirmé que l'adoption de ces deux résolutions témoigne de la possibilité pour la communauté internationale d'assumer ses devoirs et responsabilités internationaux envers les peuples, leur patrimoine, leur patrimoine et leur histoire, qui sont menacés par le colonialisme israélien de longue date en Palestine, s'étendant sur 75 ans de souffrances, de destructions et de déplacements. Il a également souligné l'importance de ces décisions pour faire face aux tentatives de falsification et de destruction débridée des lieux historiques, patrimoniaux et culturels palestiniens, ainsi qu'à d'autres violations des sites du patrimoine mondial, notamment dans la



ville occupée de Jérusalem, la Sainte Mosquée, la mosquée Al-Aqsa, l'église du Saint-Sépulcre et la mosquée Ibrahim à Hébron, ainsi que le siège et la destruction en cours de la bande de Gaza. Le ministère des Affaires étrangères a particulièrement apprécié le rôle du Royaume hachémite de Jordanie et les positions des pays frères et amis qui soutiennent l'adoption unanime de ces décisions. Il appelle la communauté internationale et l'UNESCO à prendre les mesures claires nécessaires pour empêcher Israël, la puissance occupante, de commettre ses

crimes. Elle a souligné que l'incapacité à mettre en œuvre les résolutions de l'UNESCO, les dispositions du droit international et les résolutions pertinentes des Nations Unies encourage et permet aux autorités d'occupation de poursuivre leurs crimes et de s'efforcer de créer les conditions nécessaires à la poursuite des violations, cela menace la réalité juridique et historique actuelle de la ville de Jérusalem, le statut et le statut de la terre palestinienne, et contribue à perpétuer le récit de l'apartheid et de la discrimination raciale.

Soudan

## La guerre provoque un nouvel afflux de réfugiés vers le Tchad

"Presque à trois millions" de personnes auront fui le Soudan dans les deux à trois prochaines semaines. Un "désastre" selon le coordonnateur régional des Nations unies pour les réfugiés Mamadou Dian Balde qui estime que l'intensification de la "brutalité" du conflit est la cause principale de l'afflux de réfugiés.

Le Soudan est le théâtre depuis avril 2023 d'une guerre entre les Forces de soutien rapide (FSR) dirigées par le général Mohamed Hamdane Daglo et l'armée menée par le général Abdel Fattah al-Burhane, dirigeant de facto du pays. Les deux camps ont été accusés de crimes de guerre, notamment d'avoir visé des civils et bloqué de l'aide humanitaire. Le conflit a fait des dizaines de milliers de morts, quelque 26 millions de personnes font face à une insécurité alimentaire sévère, et la famine a été déclarée dans le camp de Zamzam au Darfour. Quelque 11,3 millions de personnes ont été déplacées, dont 2 947 027 ont fui le Soudan, selon les derniers chiffres de l'agence de l'ONU pour les réfugiés (HCR). Signe de l'intensification du conflit dans le Darfour, région dans l'ouest du Soudan, quelque 25 000 personnes - dont 80% de femmes et d'enfants - sont arrivées dans l'est du Tchad du 1er au 7 octobre, le nombre le plus élevé cette année, selon Mamadou Dian Balde. C'est aussi bien plus que sur l'ensemble du mois de septembre, au cours duquel environ 20 270 personnes avaient fui au Tchad. Ce pays, parmi les plus pauvres au monde, accueille le plus grand nombre de réfugiés soudanais (681 944) mais les services de base pour les accueillir font défaut, explique Mamadou Dian Balde, tout en soulignant la générosité dont font preuve les Tchadiens. Le Tchad a vu 25 000 réfugiés affluer du Soudan voisin pour échapper à la guerre au cours de la première semaine d'octobre, un record en 2024. Dix huit mois après le début d'un conflit d'une rare violence, la situation est loin de se stabiliser selon l'ONU.

Communautés indigènes en Colombie

## Le gouvernement octroie le statut d'autorités environnementales locales

Le gouvernement colombien a annoncé avoir octroyé aux peuples indigènes du pays le statut d'autorités environnementales sur leurs terres, à quelques jours du début de la COP16 à Cali dédiée à la biodiversité. « Nous avons signé avec le président de la République un décret qui reconnaît les autorités indigènes comme les autorités environnementales de leur peuple et de leur territoire », a déclaré à la presse le ministre de l'Environnement Susana Muhamad. Mme Muhamad a précisé que « 115 peuples indigènes (exerceraient cette autorité) sur leurs territoires ». « C'est un des principaux messages de la COP16 : le dialogue constructif entre la science et les institutions détenant des savoirs ancestraux et traditionnels permettra de créer réellement la paix avec la nature », a souligné la ministre. Selon le nouveau décret, les communautés indigènes pourront exercer de nouvelles compétences en matière de protection des écosystèmes, de formulation de réglementation sur la conservation et l'administration de leurs terres, et de planification budgétaire notamment. Cependant, les modalités de leur application ne sont pas précisées. Plusieurs organisations d'agriculteurs critiquent le fait que le texte ne définit par les limites des terres indigènes et craignent de possibles restrictions, en particulier concernant l'usage de l'eau. De son côté, le président Gustavo Petro a estimé que ce décret remboursait une dette historique aux autochtones.

« Personne ne peut apprendre à un Colombien ou à une institution comment se construit l'équilibre vital entre l'être humain et la nature comme le font les peuples indigènes », a-t-il salué. La COP16, grand rendez-vous international qui est dédié à la mise en œuvre d'une feuille de route pour la sauvegarde de la nature d'ici 2030, débutera le 21 octobre à Cali (ouest colombien) et durera jusqu'au premier novembre.

UE

## Baisse des passages clandestins aux frontières

Le nombre de passages clandestins détectés aux frontières de l'Union européenne (UE) a baissé de 42% depuis janvier, comparé à la même période de l'année précédente, a annoncé l'Agence européenne de surveillance des frontières Frontex. Les baisses les plus significatives ont été observées sur la route des Balkans occidentaux (-79%) et celle de la Méditerranée centrale (-64%), selon les données Frontex, reprises par des médias. Les franchissements irréguliers venant d'Afrique de l'ouest ont eux, doublé (+100%) et quasiment triplé sur la frontière terrestre orientale de l'UE, à l'est de la Pologne, (+192%), a ajouté la même source.

LA MAIRIE DE NABATIYEH (LIBAN)

## Au moins 5 martyrs dans des frappes sionistes

Cinq Libanais sont tombés en martyrs hier dans des frappes de l'armée sioniste contre la mairie de Nabatiyeh, ville importante du sud du Liban, a rapporté l'agence nationale de l'Information (ANI) citant le ministère de la Santé.

Le Centre des opérations d'urgence de santé publique du ministère libanais de la Santé a publié un communiqué annonçant que « le raid de l'ennemi (sioniste) contre les bâtiments de la municipalité de Nabatiyeh a entraîné, dans un premier bilan, le martyre de cinq personnes ». Par ailleurs, la gouverneure de Nabatiyeh a affirmé que le maire Ahmad



Kahil figurait parmi les martyrs, après avoir fait état d'une dizaine de frappes sionistes sur la ville. Plus de 2.350 Libanais sont tombés en martyrs, en majorité des femmes et des enfants, lors de l'agression sioniste en cours contre le Liban, depuis le 8 octobre 2023, avait indiqué mardi le ministère libanais de la Santé. L'entité sioniste a élargi la portée du génocide qu'elle commet à Ghaza depuis le 7 octobre 2023, pour inclure la plupart des régions du Liban, y compris la capitale Beyrouth, par des raids aériens d'une violence et d'une intensité sans précédent et une incursion terrestre dans son sud.

DESTINÉES À L'ENTITÉ SIONISTE

## BDS bloque un navire chargé de matières explosives

Le Mouvement « Boycott, désinvestissement et sanctions » (BDS) et ses partenaires ont annoncé le succès de la campagne « Block The Boat » pour empêcher le navire « Kathrin », chargé de matières explosives, d'atteindre l'entité sioniste, rapporte mercredi l'agence de presse palestinienne, Wafa. Le BDS affirme que, grâce à ses pressions continues, le gouvernement maltais a empêché le navire d'entrer dans ses eaux, tandis que d'autres pays comme la Namibie et l'Angola lui ont refusé d'accoster dans leurs ports, ajoute Wafa. Le navire, battant pavillon portugais, transportait 8 conteneurs de matières utilisées dans la fabrication de bombes hautement explosives, destinées à l'entité sioniste pour renforcer ses opérations

militaires génocidaires contre les Palestiniens dans la bande de Ghaza. Le gouvernement portugais a répondu aux pressions du public et des syndicats, forçant le navire à retirer son pavillon. Dans ce contexte, le mouvement BDS a appelé à intensifier la pression sur les gouvernements pour empêcher toute complicité avec le régime colonial sioniste, et lui imposer des sanctions. De son côté, la rapporteuse spéciale des Nations Unies pour les territoires palestiniens occupés, Francesca Albanese, a appelé à une enquête, soulignant que tout transfert de matériel militaire vers l'entité sioniste constituait une violation de la Convention pour la prévention et la répression du génocide. Début avril dernier, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU avait adopté une



résolution appelant à l'arrêt de toute vente d'armes à l'entité sioniste qui mène une agression dévastatrice contre la bande de Ghaza.

# Les cryptomonnaies, un enjeu de la présidentielle aux États-Unis

*Donald Trump s'affiche en défenseur du bitcoin et des cryptomonnaies. Au-delà de la position du candidat des Républicains, la question des cryptomonnaies irrigue le débat présidentiel aux États-Unis.*

**A** l'approche de l'élection présidentielle américaine de 2024, les cryptomonnaies s'imposent comme un sujet de débat essentiel. Leur impact va bien au-delà des simples transactions financières ; elles influencent les stratégies de financement de campagne, les discours de Trump et Harris, et la mobilisation de leurs électeurs. Depuis le lancement de Bitcoin en 2009, les cryptomonnaies ont gagné en notoriété, attirant des millions d'investisseurs. En 2024, une enquête de Pew Research révèle que près de 40 % des jeunes adultes américains détiennent des cryptomonnaies. Cette tendance croissante pousse les candidats à adapter leur message pour séduire cette frange de l'électorat. De plus en plus de politiciens acceptent des dons en cryptomonnaies pour financer leurs campagnes. Par exemple, en 2020, le candidat libertarien Jo Jorgensen avait ouvert la voie en acceptant des dons en Bitcoin. En 2024, cette pratique s'est intensifiée avec des figures comme le sénateur Rand Paul, qui a fait campagne sur l'acceptation des cryptomonnaies. Les dons en cryptomonnaies permettent aux candidats d'atteindre une base d'électeurs plus jeune, souvent moins représentée dans les systèmes de financement traditionnels. Les transactions rapides et la possibilité de dons anonymes attirent également certains contributeurs.

## Les cryptos pour financer les campagnes

Le candidat républicain Vivek Ramaswamy, entrepreneur et investisseur, a été l'un des premiers à accepter des dons en Bitcoin. Il a déclaré que cela faisait partie de sa vision pour une économie plus décentralisée. Son équipe utilise également des

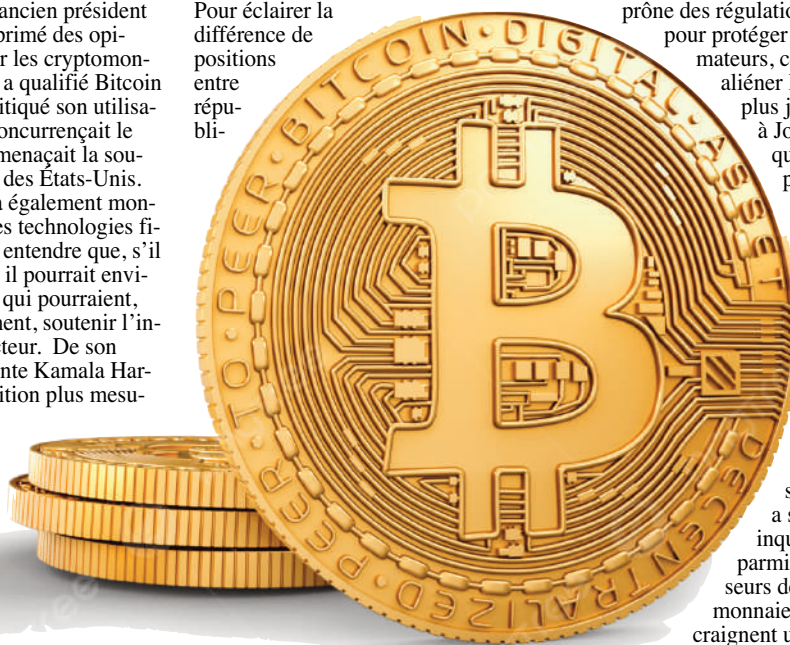
ter des fonds, ce qui lui permet de se positionner comme un innovateur dans le domaine numérique. Les candidats abordent le sujet des cryptomonnaies avec des perspectives variées, allant de la promotion d'une réglementation favorable à des critiques virulentes. L'ancien président Donald Trump a exprimé des opinions contrastées sur les cryptomonnaies. D'une part, il a qualifié Bitcoin de « fraude » et a critiqué son utilisation, arguant qu'il concurrençait le dollar américain et menaçait la souveraineté monétaire des États-Unis. Cependant, Trump a également montré un intérêt pour les technologies financières et a laissé entendre que, s'il revenait au pouvoir, il pourrait envisager des politiques qui pourraient, au moins indirectement, soutenir l'innovation dans le secteur. De son côté, la vice-présidente Kamala Harris a adopté une position plus mesurée mais moins girouette. Elle a reconnu le potentiel des cryptomonnaies tout en mettant en avant la nécessité d'une régulation.

Harris a exprimé des préoccupations concernant les risques liés à la sécurité et à la protection des consommateurs. En tant que vice-présidente, elle a été impliquée dans des discussions sur la manière de réguler le secteur des cryptomonnaies pour éviter les abus tout en encourageant

l'innovation. Harris a plaidé pour un cadre réglementaire qui protège les consommateurs et prévient la criminalité financière.

## Des soutiens partisans

Pour éclairer la différence de positions entre républicains



cains et démocrates, il faut souligner que parmi les soutiens de Trump, on dénombre des pro-cryptomonnaies notoires : Ron DeSantis, le gouverneur (républicain) de Floride a déclaré que les cryptomonnaies sont essentielles pour promouvoir la liberté économique. Il a promis de créer un environnement réglementaire favorable pour encourager l'innovation technologique en Floride, attirant ainsi des entreprises de la blockchain. De même, Ted Cruz, le sénateur (républicain lui aussi) du Texas est un fervent défenseur des cryptomonnaies. Il a récemment proposé des lois pour faciliter les dons en Bitcoin pour les campagnes électorales, arguant que cela renforce la transparence et l'engagement civique. Quant à Elon Musk, sa position sur les cryptomonnaies est à la fois complexe et fluctuante. En tant que PDG de Tesla et SpaceX, Musk a exprimé un intérêt notable pour le Bitcoin et d'autres cryptomonnaies, influençant de manière significative les marchés avec ses tweets et déclarations. En 2021, Tesla a annoncé avoir acheté 1,5 milliard de dollars de Bitcoin et a temporairement accepté le Bitcoin comme moyen de paiement pour ses véhicules, avant de suspendre cette option en raison de préoccupations environnementales liées à l'impact énergétique du minage de Bitcoin. Musk a également montré un intérêt pour Dogecoin, une cryptomonnaie initialement créée comme une blague, en la promouvant régulièrement sur Twitter et en contribuant à sa volatilité. Cependant, il a souvent insisté sur la nécessité de rendre les cryptomonnaies plus durables et a exprimé des réserves sur leur consommation énergétique. Du côté démocrate, de nombreux soutiens de Kamala Harris s'affichent comme sceptiques vis-à-vis

des cryptos : Elizabeth Warren notamment, la sénatrice (démocrate) du Massachusetts est très critique à l'égard des cryptomonnaies. Elle les qualifie de « systèmes financiers dangereux » qui peuvent alimenter la criminalité et l'évasion fiscale. Warren prône des régulations strictes pour protéger les consommateurs, ce qui pourrait aliéner les électeurs plus jeunes. Quant à Joe Biden, bien que l'actuel président n'ait pas pris de position ferme sur les cryptomonnaies, son administration a mis en place des réglementations plus strictes sur le secteur. Cela a suscité des inquiétudes parmi les défenseurs de la cryptomonnaie, qui craignent une répression plus sévère.

## Un outil de mobilisation des électeurs

Les campagnes utilisent les cryptomonnaies comme un outil pour mobiliser les électeurs, en particulier les jeunes. Des événements comme des meetups autour des cryptomonnaies ou des webinaires éducatifs sont organisés pour engager les électeurs. Parmi les stratégies les plus innovantes, on peut mentionner les initiatives d'Andrew Yang (démocrate) : Yang a été un précurseur dans l'utilisation des cryptomonnaies en politique. Il a proposé d'explorer le potentiel d'un dollar numérique et a utilisé des plateformes de cryptomonnaie pour financer ses campagnes. On peut également mentionner l'utilisation des réseaux sociaux : les candidats exploitent les plateformes comme Twitter et TikTok pour atteindre les jeunes électeurs, en parlant de cryptomonnaies et en organisant des sessions de questions-réponses sur leur utilisation et leur potentiel. Quant à l'impact sur le vote, les jeunes électeurs sont souvent plus ouverts aux candidats qui soutiennent les cryptomonnaies. Un sondage récent a montré que 65 % des électeurs de moins de 30 ans soutiennent les candidats qui acceptent des dons en cryptomonnaies. Cette dynamique pourrait avoir un impact significatif dans des États clés.

## Des défis et enjeux réglementaires

Le paysage réglementaire des cryptomonnaies est en pleine évolution. Les candidats doivent naviguer dans un environnement complexe où les positions sur la réglementation peuvent influencer leur soutien. Le Congrès débat actuellement de la nécessité d'un cadre réglementaire clair. Les propositions incluent la création d'une agence dédiée à la régulation des cryptomonnaies, ce qui pourrait avoir des répercussions profondes sur l'innovation dans le secteur. Les résultats de l'élection de 2024 pourraient redéfinir le cadre réglementaire des cryptomonnaies. Un président favorable aux cryptomonnaies pourrait favoriser des lois libérales, tandis qu'un président plus sceptique pourrait imposer des restrictions plus sévères. Les cryptomonnaies sont devenues un élément central de la campagne présidentielle américaine de 2024. Que ce soit à travers le financement de campagne, les positions des candidats ou la mobilisation des électeurs, leur impact est indéniable. Alors que les électeurs se préparent à voter en novembre 2024, il sera crucial de suivre l'évolution des positions de Trump et Harris et l'influence croissante des cryptomonnaies sur le paysage politique. Les décisions prises

pendant cette campagne pourraient avoir des répercussions durables sur l'avenir de la réglementation des cryptomonnaies aux États-Unis, et par ricochet dans le monde entier.



NFTs pour collectionner



Olivier Bossard, Professeur de Finance, HEC Paris Business School

Ligue 1 Mobilis (5e journée)

# Favorable au leader, derby indécis à Alger

La 5e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, prévue vendredi et samedi, devrait être favorable au leader l'Olympique Akbou, à domicile face à la lanterne rouge l'ASO Chlef, alors que le stade du 5-juillet 1962 abritera un derby indécis entre l'USM Alger et le CR Belouizdad.



**V**éritable surprise de ce début de saison, le nouveau promu l'Olympique Akbou (1e, 9 pts) tentera la passe de trois, et du coup conserver sa position de leader.

De son côté, la formation chélifienne, qui ferme la marche avec 2 petites unités au compteur, abordera cette sortie périlleuse avec l'objectif de réagir et sortir la tête de l'eau, face à une équipe d'Akbou qui ne jure que par la victoire.

Le champion d'Algérie sortant le MC Alger (2e, 8 pts), se rendra à l'Est pour défier l'USM Khenchela (6e, 5 pts), qui aspire à confirmer son premier succès de la saison, décroché le 6 octobre à la maison face à l'ES Mostaganem (2-0).

Le Mouloudia, vaincu depuis le début du nouvel exercice, aura à cœur de préserver la dynamique et conserver sa place sur le podium, devant une équipe de l'USMK qui veut rejoindre le trio de tête.

La 86e confrontation en championnat entre l'USM Alger (3e, 7 pts) et le CR Belouizdad (13e, 3 pts), s'annonce indécise entre deux clubs aux objectifs diamétralement opposés. Si l'USMA veut rester sur le podium et

conserver son invincibilité, le Chabab où rien ne va plus, jouera pour réaliser un saut pour l'orgueil et relever la tête de l'eau, d'autant qu'il reste sur une défaite surprise concédée à domicile face au MC El-Bayadh (2-3).

Un revers qui a poussé la direction du CRB à se séparer, à l'amiable, des services de l'entraîneur français Corentin Martins, qui a réalisé un triste bilan en championnat de trois nuls et une défaite.

L'historique des confrontations en championnat entre les deux clubs algérois, est à l'avantage de l'USMA qui mène le bal avec 36 succès contre 27 défaite, alors que 22 matchs se sont soldés par un score de parité. Auteur d'un succès retentissant au stade Hocine Aït-Ahmed de Tizi-Ouzou face à la JS Kabylie (3-2), le CS Constantine (4e, 6 pts) bénéficiera de la faveur des pronostics à domicile face au Paradou AC (9e, 4 pts), qui est en train de marquer le pas après deux revers cinglants de rang.

La JSK (4e, 6 pts) sera en appel à Oran pour défier le MC Oran (9e, 4 pts), qui abordera ce match avec la ferme intention de renouer avec la victoire, sous la houlette de son nouvel entraîneur malien Eric Sékou Chelle, dé-

signé en remplacement de Youcef Bouzidi. Les "Canaris", auteurs d'un début de saison mi-figue mi-raisin, seront certainement mis à rude épreuve par le MCO qui veut quitter la zone de turbulences.

Du côté des hauts-plateaux, l'ES Sétif (6e, 5 pts) recevra le nouveau promu l'ES Mostaganem (9e, 4 pts) pour mettre fin à une mauvaise série de trois matchs sans victoire.

L'Entente qui a démarré la nouvelle saison du bon pied en battant le MC El-Bayadh (1-0), est vite retombée dans ses travers en décrochant deux points en trois rencontres. L'ESM enchaînera de son côté un deuxième déplacement de rang, après celui de Khenchela. Cette 5e journée sera également marquée par le derby du sud entre l'US Biskra (6e, 5 pts) et la JS Saoura (9e, 4 pts). Auteur de deux nuls de suite, l'USB espère réussir ce test face à une équipe de la JSS en pleine confiance, après avoir signé vendredi dernier son premier succès de la saison à Béchar face à l'ESS (3-2).

Enfin, dans le bas du tableau, le MC El-Bayadh et le NC Magra, logés à la 13e place en compagnie du CRB (3 pts), s'affronteront dans un duel à "six points" pour s'extirper de la zone rouge.

Jeux scolaires mondiaux  
La sélection algérienne  
en stage à partir de  
vendredi



ISF GYMNASIADE  
BAHRAIN 2024

La sélection nationale du sport scolaire commencera, vendredi, un stage bloqué au centre de préparation des jeunes talents de Souidania (Alger), en prévision de sa participation aux Jeux mondiaux scolaires prévus, la semaine prochaine au Bahreïn, a-t-on appris, mercredi, auprès la Fédération algérienne du sport scolaire.

Ce rassemblement se poursuivra jusqu'au 22 octobre en cours, date fixée pour le déplacement vers Bahreïn, qui accueillera jusqu'au 1er novembre prochain la manifestation sportive internationale scolaire, ajoute la même source.

L'élite sportive scolaire nationale avait déjà effectué à Souidania un premier regroupement, fin juillet dernier, qui a permis aux membres des staffs techniques de choisir les meilleurs athlètes en vue de représenter l'Algérie lors de la manifestation sportive scolaire internationale.

La délégation algérienne prendra part au rendez-vous du Bahreïn dans plusieurs disciplines sportives, à l'image du para-athlétisme, judo et lutte, souligne-t-on de même source.

Un intérêt particulier est accordé à cette participation par les pouvoirs publics, qui œuvrent à la réhabilitation du sport scolaire et universitaire, jadis un véritable vivier de jeunes talents qui alimentent les différentes sélections nationales par les meilleurs sportifs, toutes disciplines confondues, poursuit-on.

Dans cette optique, il sera lancé, en janvier prochain, le championnat national du sport scolaire dédié aux sports collectifs, et ce, en application des instructions données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion du Conseil des ministres du 22 septembre dernier, rappelle-t-on.

Ligue 1 (sanction)

## Le DG de la JS Saoura suspendu une année

**L**e directeur général de la JS Saoura Mourad Benlakhdar et le chargé des médias du club Hoceini Abdelouahab, ont écopé d'une année de suspension chacun, et 200.000 DA d'amende, a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP).

Benlakhdar et Hoceini sont sanctionnés par la commission de discipline pour "violation de l'obligation de réserve, outrage est atteinte à l'honneur et à la considération des instances sportives", précise l'instance chargée de la compétition sur son site officiel.

Le DG de la JS Saoura et le chargé des médias du club sont désormais sous le coup d'"interdiction du terrain et de vestiaire et d'exercer toute fonction et/ou activité en relation avec le football à partir du 14 octobre 2024", selon la même source.

D'autre part, la commission de discipline de la LFP, réunie, pour traiter les affaires des rencontres de la 4ème journée du championnat de Ligue 1 Mobilis, disputées vendredi 11 et samedi 12 octobre 2024, a infligé trois (03) mois de suspension dont un (01) mois avec sursis au joueur Boudra Lotfi (US Biskra), exclu pour "geste obscène portant atteinte à la dignité et à l'honneur". Il devra en outre s'acquitter d'une amende 200.000 DA.



Le joueur du CR Belouizdad Dumbia Arafat, exclu pour cumul de cartons lors de la défaite face au MC El Bayadh (2-3) est suspendu un match ferme plus 100.000DA d'amende. Une sanction qui le privera du derby contre l'USM Alger

prévu vendredi soir au stade 5 juillet pour le compte de la cinquième journée de Ligue 1 Mobilis. Le joueur Merbah Messala (CSC) exclu pour cumul de cartons lors de la victoire en déplacement contre la JS Kabylie (3-2) a écopé d'un

(01) match de suspension ferme plus 100.000DA d'amende.

Par ailleurs, plusieurs club ont été sanctionnés financièrement pour diverses raisons entre autre, mauvaise organisation et utilisation de fumigènes.

Ainsi, la JS Saoura devra s'acquitter d'une amende de 40.000 DA pour "conduite incorrecte de l'équipe". L'ES Sétif est sanctionnée d'une amende de 30.000 DA pour "utilisation de fumigènes dans les tribunes".

Le MCA a écopé d'une mise en garde et d'une amende de 100.000 DA pour "utilisation et jets de fumigènes sur le terrain sans dommage physique (1ère infraction). La seconde de 50.000 DA pour "mauvaise organisation au niveau de la main courante".

Le CRB est sanctionné d'une amende de 60.000 DA pour "utilisation de fumigènes dans les tribunes" (récidive).

Le NCM et la JSK ont écopé d'une mise en garde et devront s'acquitter de 100.000 DA chacun pour "jets de projectiles sur le terrain sans dommage physique" (1ère infraction).

L'USB est sanctionnée d'une mise en garde et 200.000 DA d'amende pour "utilisation de fumigènes et jets de projectiles sur le terrain sans dommage physique" (2ème infraction).

## UNE VASTE CRISE DU SABLE MENACE LE MONDE

# A l'origine du péril, l'urbanisation

*C'est une ressource naturelle à laquelle on pense peu. Le sable est la deuxième ressource la plus utilisée sur Terre après l'eau. Indispensable au secteur du bâtiment depuis des dizaines de milliers d'années, on en extrait plus de 50 milliards de tonnes chaque année.*

**O**r, à l'heure où la population grandit et les besoins en logement augmentent, cette ressource n'est pas inépuisable. En Chine, au grand soulagement du reste du monde, 80 % du sable est désormais créé artificiellement, explique le South China Morning Post à partir d'une étude scientifique publiée dans Nature Geoscience en juillet 2024. Dans le pays asiatique, l'urbanisation n'a jamais été aussi intense. Pour loger sa population en ville, Pékin ne cesse de construire des immeubles, très coûteux en sable. Les autres pays en développement connaissent le même défi ces dernières années. Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) alerte cependant sur les ressources limitées dont nous disposons. "Nous ne pouvons pas extraire 50 milliards de tonnes par an d'un matériel sans que cela n'ait des conséquences immenses sur la planète et donc sur la vie des gens", disait déjà un chercheur du PNUE en 2019. Il semblerait que la Chine l'ait entendu. Selon l'étude de juillet 2024, 80 % du sable utilisé en Chine à l'heure actuelle est issu d'un procédé de fabrication artificielle, consistant dans le broyage et le tamisage de roches ou de résidus miniers. Cette étude n'a pas été facile à réaliser. Les données sur l'extraction de sable sont difficiles à trouver au niveau mondial. Les chercheurs se basent donc en



général sur les chiffres de la production de ciment puisque les deux matériaux sont très souvent utilisés ensemble. En 2012, la moitié de la production mondiale de ciment avait lieu en Chine.

### **Des risques de catastrophes environnementales lourds**

Les efforts chinois ne sortent pas de nulle part. La réserve naturelle en sable est de plus en plus faible depuis 2010 et le prix de cette matière première a donc largement augmenté. Le gouvernement a également accompagné ce changement en imposant des règles plus

strictes sur l'extraction, rendant l'utilisation de sable artificiel plus logique pour les entrepreneurs. Au-delà de l'épuisement des ressources, le recours au sable produit par machine est d'autant plus intéressant qu'il permettra certainement d'éviter des catastrophes. L'extraction à

outrance pourrait à terme poser des problèmes environnementaux graves, comme l'érosion précipitée des côtes, la disparition d'espèces ou encore la détérioration de la qualité de l'eau. Reste donc à prioriser ce sable artificiel partout dans le monde.

## SELON L'AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT

### Les eaux de l'Europe sont en danger

**A**vec seulement 37 % de ses eaux de surface en bonne ou très bonne santé écologique, l'Europe doit mieux gérer ses ressources aquatiques pour garantir à ses citoyens de l'eau de bonne qualité, a prévenu mardi l'Agence européenne de l'Environnement (AEE). La santé des eaux européennes n'est pas bonne. Nos eaux sont confrontées à une série de défis sans précédent qui menacent la sécurité de l'eau en Europe", affirme la directrice de l'Agence euro-

péenne de l'Environnement (AEE), Leena Ylä-Mononen, dans un communiqué. En ce qui concerne la santé chimique des eaux de surface, elle n'est bonne que dans 29 % des cas, contre 77 % pour les nappes phréatiques, d'où provient la majeure partie de l'eau potable consommée par les Européens. Une bonne santé chimique signifie l'absence de pollution excessive par les nutriments et par des substances chimiques nocives comme les PFAS et les micro-

plastiques. L'eau de surface est menacée par la pollution atmosphérique (combustion du charbon, émissions des véhicules, etc.) et l'agriculture, qui déverse quantité de déchets contaminant les sols. "L'agriculture européenne doit davantage recourir à des pratiques naturelles et agroécologiques plus durables, accompagnées de mesures incitatives et d'un changement de nos habitudes alimentaires", recommande le rapport. Cette agence européenne, qui a ana-

lysé 120 000 masses d'eau de surface et 3,8 millions de km<sup>2</sup> de masse d'eau souterraine dans 19 pays de l'UE et en Norvège, appelle à une diminution de 50 % de l'utilisation des pesticides d'ici à 2030. "Nous devons redoubler d'efforts pour rétablir la santé de nos précieux cours d'eau, lacs, eaux côtières et autres masses d'eau et pour faire en sorte que cette ressource vitale soit résiliente et sûre pour les générations à venir", insiste Mme Ylä-Mononen. Les effets du changement

climatique (sécheresses comme inondations) et la surexploitation des ressources en eau douce exercent également une pression sur les surfaces aquifères. Réduire la consommation d'eau et rétablir les écosystèmes doivent être des priorités des gouvernements, d'autant plus que les ressources aquatiques sont également sous pression des conséquences du changement climatique, entre précipitations excessives, fonte des glaciers et sécheresse, selon le rapport.

## DISPARUS DEPUIS 300 ANS

### Retour remarquable des ibis chauves



**D**es scientifiques ont réussi à réintroduire des ibis chauves, disparus depuis 300 ans, en Europe centrale. Maintenant, l'enjeu est de leur enseigner l'art de la migration. C'est une histoire surprenante – et porteuse d'espoir – que raconte le Guardian. Alors qu'ils étaient éteints à l'état sauvage en Europe centrale depuis 300 ans, des ibis chauves du Nord ont été réintroduits dans la nature par des scientifiques. Ces der-

niers doivent maintenant leur apprendre leurs itinéraires migratoires depuis longtemps oubliés. Vous rappelez-vous du film L'envolée sauvage, sorti en 1996 ? Il raconte l'histoire d'une jeune fille, qui, après avoir sauvé des œufs d'oiseaux, apprend aux oisillons à voler et à migrer grâce à son ULM. C'est exactement cette technique qu'a voulu reproduire dans la réalité le biologiste Johannes Fritz avec des ibis chauves du Nord. Alors que cette espèce était autrefois commune en Afrique du Nord, dans la péninsule arabique et dans une grande partie de l'Europe, elle a totalement disparu d'Europe centrale, à cause de la chasse intensive dont elle a été victime, tout comme la destruction de son habitat. Pendant plus de 300 ans, seules de petites populations ont survécu, dans des zoos. Cela fait depuis le début des années 2000

que les scientifiques tentent de réintroduire cet oiseau. Malheureusement, il est apparu au cours des diverses tentatives que les ibis chauves ne savaient plus dans quelle direction voler pour échapper à l'hiver. "Les premières tentatives de réintroduction ont été en grande partie infructueuses : au lieu de retourner dans des zones d'hivernage adaptées comme la Toscane, en Italie, les oiseaux ont volé dans des directions différentes et sont morts", souligne ainsi le Guardian. Pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise, Johannes Fritz a tenté une autre approche : confier de très jeunes poussins à un "parent adoptif" humain, pour que les bébés soient suffisamment en confiance pour le suivre tout au long de la route migratoire. Cette année, ce sont 36 jeunes ibis chauves qui se sont lancés avec leur humain dans la migra-

tion. Partis le 13 août de l'Autriche, ils devraient atteindre l'Andalousie, en Espagne, début octobre, pour un trajet d'environ 2 800 km. Ils suivent pour cela leur parent adoptif, monté à bord d'un petit avion ultraléger. "Pendant le vol, les parents adoptifs humains sont assis à l'arrière de l'ULM, saluent et encouragent les oiseaux pendant qu'ils volent. Le biologiste Johannes Fritz, à l'origine de l'idée, pilote le petit avion, qui est équipé d'un petit moteur en forme de ventilateur à l'arrière et d'un parachute jaune qui le maintient en l'air," détaille le journal anglais. Plus de 20 ans après le début du projet, la population d'ibis chauves en Europe centrale est passée de zéro à près de 300. Mais, si un premier oiseau a réussi à migrer sans aide humaine dès 2011, de nombreux problèmes demeurent, et l'aide des humains reste indispensable.



# Quelles coupes de cheveux pour affiner les visages ronds ?

**La coupe de cheveux qui vous convient le mieux dépendra de la forme de votre visage. La plupart des gens ont une forme de visage qui leur est propre.**

**O**n distingue généralement six formes : ovale, longiligne, carré, rond, en losange et en forme de cœur. Les coiffures les plus flatteuses pour un visage rond sont celles qui flattent les courbes douces du visage. Elles donnent l'impression que le visage est plus long, plus carré et plus fin. Pour découvrir quelle coupe est faite pour votre visage dit rond, il faut savoir, qu'un visage rond se caractérise par des contours doux et équilibrés, avec une largeur presque égale à la longueur. Pour identifier cette forme de visage, observez ces clés : Mesurez la largeur de votre front, de vos pommettes et de votre mâchoire. Si ces mesures sont similaires et que la longueur du visage est courte, vous avez probablement un visage rond. Les pommettes sont généralement la partie la plus large du visage chez les personnes au visage rond, créant une apparence douce et pleine. La mâchoire est douce et arrondie, tout comme le menton, sans lignes angulaires marquées. Le front peut être légèrement arrondi à la naissance des cheveux, avec des tempes arrondies plutôt que des angles prononcés. Le visage rond a une apparence douce et harmonieuse, sans angles forts ni traits saillants. Les meilleures coupes pour visage rond.

**Le carré plongeant**

Le carré plongeant est une coupe de cheveux caractérisée par des mèches plus courtes à l'arrière et des mèches plus longues à l'avant, créant ainsi un effet de "plongée". Cette coupe est adaptée aux visages ronds car elle crée l'illusion de lignes plus longues et affinées. Pourquoi c'est adapté au visage rond ? Le carré plongeant crée une illusion de longueur, ce qui est bénéfique pour les visages ronds, qui ont tendance à être courts. Les mèches plus longues à l'avant encadrent le visage, adoucissant ainsi les contours et créant un effet amincissant. Le carré plongeant peut être adapté pour ajouter du volume à certaines parties du visage, équilibrant ainsi les proportions. Le carré plongeant nécessite un entretien régulier pour maintenir sa forme. Des coupes régulières aideront à préserver l'aspect soigné de la coupe.

**La frange rideau ou asymétrique**

La frange rideau et la frange asymétrique sont deux styles de franges populaires. Une frange rideau est une frange droite qui est coupée horizontalement sur le front, encadrant le visage des deux côtés. Elle donne l'illusion d'un rideau s'ouvrant au milieu du front. Une frange asymétrique est coupée de manière inégale, avec des mèches plus longues d'un côté que de l'autre, créant un effet asymétrique et tendance. Pourquoi la frange rideau ou la frange asymétrique sont adaptés à un visage rond ? Les deux styles de franges adoucissent les contours d'un visage rond en créant des lignes angulaires et en cassant la rondeur du front. La frange rideau peut créer une illusion de longueur en ouvrant visuellement le front, tandis que la frange asy-

métrique peut ajouter du dynamisme et de l'intérêt à un visage rond. Ces franges peuvent équilibrer les caractéristiques du visage rond en créant un point focal sur le front, attirant l'attention vers le haut du visage. Les franges nécessitent un entretien régulier pour maintenir leur forme. Des coupes régulières sont essentielles pour éviter qu'elles ne deviennent trop longues ou désordonnées.

**Les coupes en dégradé**

Les coupes en dégradé sont des coiffures où les cheveux sont coupés à différentes longueurs, créant ainsi une transition fluide et naturelle entre les mèches. Cette technique est adaptée à un visage rond pour plusieurs raisons : Les coupes en dégradé ajoutent de la texture et du mouvement aux cheveux, ce qui peut aider à briser la rondeur du visage, donnant ainsi l'illusion d'une structure plus angulaire. En ajoutant du volume à certaines parties des cheveux, les coupes en dégradé peuvent équilibrer les proportions du visage rond, créant ainsi un effet amincissant. Les mèches dégradées peuvent encadrer le visage de manière élégante, adoucissant les contours et créant un effet flatteur. Les coupes en dégradé nécessitent un entretien régulier pour maintenir leur forme. Des visites fréquentes chez le coiffeur aideront à préserver l'apparence fraîche de la coupe. Utilisez des produits coiffants.

**La coupe courte déstructurée**

Une coupe courte déstructurée est une coiffure courte et texturisée, caractérisée par des mèches coupées à différentes longueurs pour créer un look désordonné et naturel. Cette coupe est adaptée à un visage rond pour plusieurs raisons : Les coupes courtes déstructurées ajoutent de la texture et du volume aux cheveux, brisant ainsi la rondeur du visage et créant l'illusion de lignes plus angulaires. Les mèches déstructurées encadrent le visage de manière non conventionnelle, adoucissant les contours et créant un effet flatteur. Les coupes courtes déstructurées sont généralement faciles à entretenir, ce qui est idéal pour les personnes occupées qui recherchent un style à la fois chic et pratique. Les coupes courtes déstructurées nécessitent un entretien régulier pour maintenir leur forme. Des visites fréquentes chez le coiffeur aideront à préserver l'apparence fraîche de la coupe. Utilisez des produits coiffants adaptés pour mettre en valeur la texture et la définition des mèches. Les cires et les pâtes coiffantes sont idéales pour accentuer le look déstructuré.

**Astuces pour affiner les visages ronds**

Suivez les astuces pro de nos experts pour affiner les visages ronds : Optez pour des coiffures wavy plutôt que lisses. Les coiffures wavy (ondulées) et autres styles flous sont souvent privilégiés pour affiner un visage rond car elles apportent de la texture et du volume, créant ainsi l'illusion de lignes plus longues et angulaires. Voici pourquoi ces styles sont préférables aux cheveux lisses pour les visages ronds. Les ondulations et les coiffures floues ajoutent des angles naturels au visage, brisant ainsi la rondeur et créant une apparence plus élancée. Les vagues et les boucles peuvent ajouter du volume aux côtés du visage, créant un effet amincissant en contrastant avec la rondeur du visage. Les coiffures ondulées et floues

encadrent doucement le visage, adoucissant les contours et créant un effet flatteur. Dégradez vos cheveux sur le haut de la tête. Dégrader ou effiler les cheveux pour les visages ronds offre plusieurs avantages. Les ondulations et les coiffures floues ajoutent des angles naturels au visage, brisant ainsi la rondeur et créant une apparence plus élancée. En dégradant ou effilant certaines parties des cheveux, on peut ajouter du volume à des endroits stratégiques, équilibrant ainsi les proportions du visage rond.

Encadrement du visage : Les cheveux dégradés

longer visuellement le visage rond et à le rendre moins large. En plus, les cheveux courts dégagent le visage et mettent en valeur les traits du visage, permettant aux yeux de se concentrer sur le visage plutôt que sur la longueur des cheveux. Il faut savoir, que les cheveux courts peuvent mettre en valeur les yeux, les pommettes et la mâchoire, créant un effet amincissant et élégant. Aspect Plus Structuré : Les coupes courtes peuvent ajouter de la structure au visage rond, en créant des angles et en accentuant les traits. Enfin les cheveux courts offrent une polyvalence de styles, des coupes pixie aux bobs, ce qui signifie qu'il y a de nombreuses options pour trouver le look qui convient le mieux à votre visage. Cependant, il est important de noter que le choix de la coiffure dépend des préférences personnelles et du style de vie de chacun. Certaines personnes au visage rond peuvent se sentir tout aussi à l'aise et confiantes avec des cheveux longs, tant que la coupe est adaptée à leur forme de visage. Il est toujours recommandé de consulter un coiffeur professionnel qui peut recommander des coupes de cheveux spécifiquement adaptées à votre visage rond. Quoi qu'il en soit, choisissez le look qui vous convient



dés ou effilés peuvent encadrer le visage de manière élégante, adoucissant les contours et créant un effet flatteur. Les cheveux dégradés ou effilés offrent plus de flexibilité en matière de coiffure. Ils peuvent être stylisés de différentes manières pour mettre en valeur différentes parties du visage. Privilégiez les coupes mi-longues ou courtes. Privilégier les cheveux courts plutôt que des cheveux longs quand on a le visage rond offre plusieurs avantages. Les cheveux courts créent l'illusion de lignes plus longues, aidant à al-

<p>Quotidien National d'information</p> <p><a href="http://www.lemediateurmaghrebain.dz">www.lemediateurmaghrebain.dz</a></p> <p>Quotidien national d'information édité par sarl dihia lilialam</p>	<p><b>Directeur de publication</b></p> <p>Mesbah Hafid</p> <p><b>Directeur Administratif</b></p> <p>Chabane Nassim</p> <p><b>Rédacteur en Chef</b></p> <p>Keddouh Mohand Seghir</p> <p><b>Directeur technique</b></p> <p>Hamadi Lyes</p>	<p><b>Adresse Email:</b></p> <p>lilialamsardihia@gmail.com</p> <p><b>Adresse:</b></p> <p>N°72 oued tarfa 1<sup>er</sup> étage lot N°20 draria Alger</p> <p><b>Nombre de tirage :</b></p> <p>2000</p>	<p><b>PUBLICITÉ</b></p> <p>“ Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité “</p> <p>Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger. Téléphone: 020.05.20.91 / 020.05.10.42 Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 020.05.13.77</p> <p>Email : <a href="mailto:agence.regie@anep.com.dz">agence.regie@anep.com.dz</a> <a href="mailto:programmation.regie@anep.com.dz">programmation.regie@anep.com.dz</a> <a href="mailto:agence.oran@anep.com.dz">agence.oran@anep.com.dz</a> <a href="mailto:agence.annaba@anep.com.dz">agence.annaba@anep.com.dz</a> <a href="mailto:agence.ouargla@anep.com.dz">agence.ouargla@anep.com.dz</a> <a href="mailto:agence.constantine@anep.com.dz">agence.constantine@anep.com.dz</a></p>	<p><b>Impression Simpral</b></p> <p>Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.</p> <p>Reproduction interdite de tous les articles sauf accord de la rédaction.</p>
---	--	--	--	---



Alger	27°	17°
Oran	24°	17°
Annaba	28°	19°

## HORAIRES DE PRIÈRES À ALGER

Fajr	05:31
Sunrise	06:55
Dhuhr	12:33
Asr	15:41
Maghrib	18:11
Isha	19:30



## EXPLORATION D'HYDROCARBURES EN MER

# Possibilité de lancer des projets en 2025 ou 2026



Le chef du Comité directeur de l'Agence nationale pour la Valorisation des Ressources en Hydrocarbures (ALNAFT), Mourad Beldjeham, a fait part, mardi dernier, à Oran, de la possibilité d'annoncer des projets d'exploration d'hydrocarbures en mer (offshore) sur les côtes algériennes, dans le cadre des appels d'offres qui seront annoncés en 2025 ou 2026.

**M.** Beldjeham a fait part, lors d'une conférence de presse au cours de la 12ème édition du Salon "Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conference (NAPEC 2024)", organisé au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" à Oran, de l'existence d'études préparatoires pour l'exploration des hydrocarbures en mer, au large des côtes algériennes, qui ont abouti à des preuves préliminaires de la présence de pétrole, ce qui permet l'annonce de projets d'exploration et de forage au cours de l'année 2025 ou 2026. Le même responsable a

salué l'importance des réformes constatées dans la loi sur les hydrocarbures, qui comporte d'importantes incitations, notamment sur l'aspect fiscal pour les investisseurs internationaux, les faisant venir en Algérie, et c'est ce qui a été relevé lors des négociations en cours avec le groupe Sonatrach pour le forage et l'exploration, sachant que des sociétés suédoises, américaines et saoudiennes participent, pour la première fois, à des négociations avec ce groupe. Il a ajouté que l'Agence nationale de valorisation des ressources en hydrocarbures ALNAFT est en contact permanent avec les représentants des grandes compagnies internationales intéressées à investir dans le

secteur énergétique en Algérie, lors de l'élaboration des projets inclus dans l'appel d'offres annoncé, hier lundi à Oran, et même le jour de l'annonce de l'appel d'offres par les entreprises participant au "NAPEC 2024", qui ont exprimé leur intérêt à participer à l'appel d'offres. M. Beldjeham a souligné que l'agence "ALNAFT" a préparé 17 projets d'exploration d'hydrocarbures, dont six ont été inclus dans l'appel d'offres international annoncé hier, et le reste sera inclus dans les prochains appels d'offres, sachant qu'il a été décidé de lancer un appel d'offres par an et cela s'inscrit dans le cadre de la stratégie quinquennale développée par ALNAFT dans ce domaine.

## Industrie électronique Aoun reçoit le PDG de la société chinoise ELINC



Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a reçu, mardi dernier, à Alger, le Président directeur général (PDG) de la société chinoise ELINC, M. Li Li Gong avec lequel il a évoqué les moyens de développer la coopération bilatérale dans le secteur industriel, notamment dans les industries électroniques, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre s'est déroulée au siège du ministère, en présence d'une délégation de haut niveau accompagnant le PDG de la société ELINC, filiale du Groupe CEC spécialisé dans les industries électroniques et les systèmes de protection électroniques, précise la même source. Lors de cette réunion, M. Aoun a suivi un exposé exhaustif sur la société chinoise, établie en Algérie depuis plus de 20 ans, et les moyens de développer la coopération bilatérale dans le secteur industriel, notamment dans le domaine des industries électroniques de base et des technologies de la communication. À l'issue de l'exposé, «le ministre a salué la place, le niveau de maîtrise des technologies modernes et la contribution active de la société ELINC au développement de ces domaines en Algérie», ajoute le communiqué. Le ministre a, également, appelé à la nécessité d'intensifier les activités de la société en Algérie et d'aller vers la fabrication «de tout ce dont le marché algérien a besoin» dans le domaine électronique, outre l'établissement de partenariats industriels selon le principe gagnant-gagnant.

## Nâama 7 décès dans l'accident de la circulation à Moghrar



Sept personnes sont décédées et 19 autres ont été blessées dans l'accident de la circulation survenu mardi dernier dans la commune de Moghrar (Nâama), ont indiqué les services de la Protection civile dans un bilan final. L'accident s'est produit à la suite d'un violent télescopage d'un bus de transport de voyageurs assurant la liaison Bechar-Constantine, et un camion semi-remorque roulant en sens inverse, sur la RN6 au niveau du lieu-dit "Kariat Ammar". Un premier bilan de l'accident faisait état de trois morts et 15 blessés. Les dégâts provoqués au bus de transport ont rendu difficile l'opération de désincarcération des victimes décédées, lesquelles ont été transportées à la morgue de l'hôpital Mohamed Boudiaf de Ain Sefra, et les personnes blessées ont été admises dans la même structure hospitalière, a fait savoir le Protection civile. La protection civile a mobilisé 35 agents de différents grades sous la supervision du directeur de wilaya Karim Benziane, en sus du déploiement de trois camions d'intervention et de six ambulances, selon la même source. Les services de la Gendarmerie nationale territorialement compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de l'accident. Le wali de Nâama, Lounes Bouzegza, accompagné des autorités locales, s'est rendu sur le lieu de l'accident ainsi qu'à l'hôpital Mohamed Boudiaf, où il s'est enquis des conditions de prise en charge des victimes, selon les services de la wilaya.

## SECTEUR DE LA PÊCHE

# Création de plus de 75 projets innovants



Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani a affirmé, mardi dernier, à Alger, que le secteur connaît actuellement la création de 75 projets innovants et de startups visant à intégrer de nouvelles technologies pour augmenter la production.

**D**ans une allocution lue en son nom par M. Farid Harouadi, inspecteur général du ministère, lors des travaux de la Conférence algérienne sur l'économie bleue, M. Badani a affirmé que 75 projets innovants et startups liés au secteur ont reçu la labellisation de la part de la commission nationale ad hoc. M. Badani a précisé que 34 de ces entreprises sont actuellement à des stades "avancés", rappelant que ces dernières actaient dans les différentes étapes de production, y compris la fabrication d'équipements pour l'aquaculture, la production des alevins de daurade, la culture et la transformation des algues telles que la spiruline et l'azolla ainsi que les systèmes intensifs d'aquaculture biologique. Quant aux incubateurs, le secteur a enregistré la création de 12 incubateurs labellisés, a fait savoir le ministre, rappelant le lancement du premier incubateur sectoriel "AQUA-INCUB" au niveau du Centre national de recherche et de développement pour la pêche et l'aquaculture (CNRDPA). Le

secteur s'attelle actuellement à connecter ces incubateurs aux différents établissements de formation du secteur afin de leur permettre d'accompagner les porteurs de projets à travers le territoire national suivant une approche économique, ajoute M. Badani. Evoquant les résultats réalisés par le secteur, le ministre a rappelé la production de près de 120.000 tonnes de produits halieutiques fin 2023, dont 7.000 tonnes issues de l'aquaculture marine, ainsi que la création de 134 fermes aquacoles dont 77 en milieu marin et 57 en eau douce, ce qui a permis de peupler 16.000 bassins aquacoles. Le bon rendement de ces bassins permettra l'ensemencement d'autres, pour parvenir à 100.000 bassins d'ici 2030, a-t-il souligné. Pour sa part, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, a précisé que les sociétés labellisées Projet Innovant activant dans le domaine de l'économie bleue, permettront l'exploitation optimale et davantage rationnelle des ressources de la Méditerranée.